

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
15 JUIN 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

Deux nouvelles plaintes contre les tortures

à quand la gégène dans les gendarmeries ?

LIRE PAGE 4

FIAT VOLUNTAS

AGNELLI ?

(que la volonté d'Agnelli soit faite !)

• Le dirigeant du patronat italien
écrit aux syndicats

LIRE PAGE 2

LES INTRUS

Le Palais de Versailles un jour de juin. Les costumes brodés du grand Siècle ont fait place aux complets vestons, mais le faste n'a pas complètement disparu.

Le décorum : les murs plaqués de marbres polychromes, la tribune du président tendue de velours rouge, celle des orateurs en acajou massif chargé de dorures.

Le rituel : c'est la lettre « L » qui est tirée au sort pour désigner les premiers votants...

Les petits à côtés : conciliabules dans les couloirs, affluence à la buvette et chez les vendeurs de cartes postales.

Cette solennité qui fait la joie des journalistes en mal de copie a été quelque peu perturbée par l'irruption salutaire de travailleurs venus des quatre usines de la région parisienne de la CII. Une grosse sono. 200 intrus, venus troubler le ron-ron de la messe parlementaire.

Les délégués CGT et CFDT de l'entreprise sont intervenus sur la défense de l'emploi. Jacques Chérèque, secrétaire des métallos CFDT sur « l'indépendance nationale », Dalbera, député du PCF, sur l'adhésion au PCF, et Alain Savary sur les élections de 78.

Le matin de ce jour faste, les travailleurs en lutte du Centre d'études spatiales à Toulouse ont retardé d'une demie-heure le départ de l'avion « Mercure » transportant les parlementaires de la région au congrès de Versailles.



A la Fiat, malgré Agnelli, les ouvriers organisent un « marché rouge » pour casser la spéculation sur les produits alimentaires

Troupes syriennes hors du Liban !

• Manifestation ce soir, 18 h 30,
métro Oberkampf

LE BALOUCHISTAN INSURGE

Depuis 1973, en réponse à la dissolution du gouvernement autonome de la province du Balouchistan (5 millions d'habitants, voir carte) par l'Etat pakistanais une lutte armée de libération s'est déclenchée. Le front populaire de libération du Balouchistan (BPLF) devait s'affirmer progressivement, dans la lutte, comme le principal mouvement dirigeant la guérilla contre une armée pakistanaise de plus de 100 000 hommes et organisant les zones libérées.

Disposant de forces régulières de plus de 5 000 hommes, s'appuyant sur les tribus organisées en milices, le BPLF combat l'Etat confessionnel réactionnaire du Pakistan.

Il mène la lutte pour « libérer les masses baloutches de tout vestige du capitalisme, du féodalisme, et des chefs de tribus réactionnaires » pour aller vers un Etat fédéral constitué de républiques socialistes libres, disposant du droit de sécession. En effet, si le BPLF est persuadé que la question la plus importante au Pakistan est celle de l'oppression des nationalités, il ne conçoit la lutte du peuple baloutche qu'en étroite alliance avec les autres minorités nationales opprimées et la classe ouvrière contre l'Etat dictatorial : « la question nationale ne peut être réglée que par la révolution socialiste ».

LIRE PAGE 12

LES CONDAMNES A MORT D'IRLANDE FONT APPEL

Noël et Marie Murray condamnés à mort le 9 juin par un tribunal d'exception (Cf. Rouge du 12 juin) viennent de faire appel de la sentence. Cette démarche a pour effet automatique de reporter à plus tard la double pendaison fixée au 9 juillet. Un délai qui doit être mis à profit pour les sauver !

LES POULES CATALANES MANIFESTENT

Une quinzaine de poules qui portaient autour du cou un drapeau catalan et une affiche « marche de la liberté » ont été lâchées dimanche soir dans une artère de Barcelone. Leur capture par des policiers a valu à ces derniers une formidable pluie de huées de la part des passants présents. La « marche de la liberté » qui devait se dérouler ce même jour avait été interdite par les autorités.



Combattants du Front populaire de libération du Balouchistan

Agnelli écrit aux syndicats

COMMENT LES PATRONS COMPRENENT L'EFFORT COMMUN POUR SAUVER L'ITALIE

Gianni Agnelli, patron de la Cofindustria (CNPFI italien), était demeuré silencieux depuis ses tentatives politiques du mois dernier (discussion pour se présenter sur les listes du parti républicain). Il intervient dans la campagne électorale avec une lettre envoyée ce week-end aux secrétaires des trois syndicats CGIL, UIL et CISL.

Le contenu de cette lettre. Le patron des patrons estime nécessaire de commencer le plus rapidement possible - dès le 21 juin - une série de discussions entre les syndicats et le patronat, autour de problèmes brûlants pour l'industrie italienne : « la relance de l'efficacité et de la productivité industrielle, la rationalisation de la structure du coût de travail, la révision du système des jours fériés, l'absentéisme abusif ».

Les objectifs d'Agnelli sont clairs : il saisit au vol les promesses faites par les syndicats (qui reprennent au moins pour la CGIL et la FLM -syndicat unitaire de la métallurgie-), les propositions du PCI (Rouge du 14 juin), pour préciser les mesures que les patrons entendent imposer.

On voit la fonction tout à fait « électorale » de cette

lettre, au moment où, pour montrer leur bonne volonté, les centrales syndicales ont décidé de suspendre tous les mouvements de grève (alors que les contrats des travailleurs du textile, des employés de commerce et des banques ne sont pas encore signés). Etant donné le ton de la campagne électorale du PCI et la « disponibilité des directions syndicales pour une relance de l'économie », celles-ci ne peuvent que se montrer d'accord avec les propositions d'Agnelli. Ce qu'elles ont fait lundi à l'issue d'une réunion à Rome, en demandant toutefois un court délai pour se préparer à la discussion.

Mais cette lettre ne fait pas simplement partie de la propagande électorale du patronat italien. Elle montre bien concrètement dans quel sens ils entendent travailler au lendemain des élections (quel que soit le gouvernement en place et à plus forte raison si les partis de gauche en font partie).

Les travailleurs italiens ont déjà là un avant goût de ce que signifiera pour eux « l'effort commun pour sauver l'Italie », s'ils laissent faire leurs directions.

La campagne du PCI (2)

OUVERTURE ET PLURALISME



de notre envoyée spéciale
Anna Libéra

Le PCI dans sa campagne électorale a fait un effort particulier en direction des couches moyennes et du patronat. Plusieurs dizaines de petits propriétaires d'usines se présentent sur les listes du PCI comme candidats indépendants. L'association des petits patrons du Piémont a appelé ses adhérents à voter pour le PCI. Les autres candidats indépendants sur les listes du PCI sont en large majorité des professeurs d'université et des grands patrons d'hôpitaux. Il ne faut oublier Spinelli, haut commissaire à la CEE, qui se présente comme garant supplémentaire pour le patronat italien et européen. Ouverture également avec les forces armées : vers la hiérarchie militaire plutôt, avec la candidature du général en retraite Nino Pasti. Il n'est pas étonnant dès lors que le programme du PCI en ce qui concerne l'armée, parle de sa réorganisation pour une défense plus efficace et ne mentionne pas la question des droits et de l'organisation des soldats. Ouverture enfin vers les catholiques avec de nombreuses personnalités du monde chrétien sur les listes du PCI. Berlinguer expliquait d'ailleurs dans son meeting à Turin : « il n'y a aucune contradiction entre la foi chrétienne et

le communisme. L'adhésion au parti signifie l'adhésion au programme, au travail aux luttes, pas à l'idéologie ». A noter cependant que cette ouverture ne va pas jusqu'à l'extrême gauche qui reste l'objet de virulentes attaques de la part du PCI. Au meeting de Turin les militants de l'extrême gauche se sont fait virer manu-militaris de la place San-Carlo. Si on prend la liste des réunions du PCI, la majorité s'adressent aux petits propriétaires, aux artisans, aux professeurs, aux médecins, aux catholiques, aux femmes aussi. Evidemment. Le PCI ne se prononce pas pour autant dans son programme pour l'avortement libre et gratuit. Toute cette politique du parti de Berlinguer, chapeauté par le gouvernement d'union nationale qui devrait s'appuyer sur un consensus de couches sociales différentes et même opposées, est largement conditionnée par ces couches moyennes, voire ces dirigeants d'entreprise qui voient dans le PCI un parti d'ordre et efficace. Pour le PCI ces nouvelles alliances seront des alibis pour éviter de mener tout de suite une politique décidée de défense des intérêts des travailleurs. Si le PCI au gouvernement (avec le PS ou dans un gouvernement de coalition), la contradiction ne tardera pas à éclater. Pour l'instant le PCI propose de convaincre les patrons des vertus du socialisme, il

essayera de convaincre ensuite les travailleurs des bienfaits du capitalisme. L'histoire nous l'a déjà montré. Par ses déclarations, le PCI montre déjà sa volonté de voler leur victoire aux travailleurs ; non dit-il, même avec la majorité absolue, la gauche ne devrait pas aller au gouvernement : « il n'est pas vrai que les plus les gouvernements sont restreints, plus ils sont efficaces. L'expérience de 1946-1947 montre que c'est le contraire qui est vrai. Nous voulons éviter qu'une éventuelle majorité de la gauche, avec des marges de manoeuvre restreintes amène à un débouché à la chilienne. Dans cette grave crise économique, nous souhaitons que collaboration loyale avec la présence de tous les partis (à l'exception du MSI). Il faut rétablir un climat de confiance et d'enthousiasme et avoir la certitude que l'effort commun serve à quelque chose ». Chasser la Démocratie Chrétienne, porter les partis ouvriers (P.S. et P.C.I.) au pouvoir, se battre pour un programme de défense effective des intérêts des travailleurs et de lutte contre les centres de pouvoir de la bourgeoisie, la tâche de l'heure est claire. Et il est essentiel que la gauche révolutionnaire gagne des secteurs toujours plus larges des travailleurs à cette perspective pour éviter que le programme utopiste et aventuriste du PCI ne mène à la catastrophe.

ERYTHREE

« LA MARCHÉ ROUGE » EN DEBANDADE

Le régime militaire éthiopien (Deurg) dans sa tentative d'envahir l'Erythrée (cf Rouge du 20 mai), vient de connaître un sérieux revers. Il s'agissait en effet pour le DEURG de pousser des centaines de milliers de paysans ou de chômeurs éthiopiens à la conquête de la province contrôlée par les organisations du Front de Libération de l'Erythrée (FLE). 5 000 soldats éthiopiens entraînés par des israéliens, soutenus par des chars et l'aviation ont donc tenté durant six jours d'ouvrir la voie aux marcheurs. Tentative qui après de lourdes pertes s'est conclue par un repli. Comme l'explique le FLE-FLP « au premier accrochage avec nos unités de fédératifs qui ont franchi les frontières pour « accueillir » les marcheurs ce fut la débâcle. Ces

malheureux paysans égarés par leur propre oppresseur ont vite compris qu'il ne s'agissait pas de défendre la patrie contre les envahisseurs arabo-musulmans, mais contre leurs frères de race et de classe ».

Devant cet échec le DEURG cherche à sauver la face. Il « arrête la marche momentanément » afin de « rechercher un dialogue avec les progressistes erythréens » sous entendu le FLE-FLP avec pour dessein, celui d'envenimer les différends entre les deux ailes du FLE. Aussi le FLE - FLP vient-il de rappeler que l'unification reste un de ses buts, et qu'il « n'acceptera jamais moins que l'indépendance totale » soulignant par là-même l'échec inéluctable de l'entreprise du DEURG.

F. Tenaille

TROUPES SYRIENNES HORS DU LIBAN !

MANIFESTATION : MARDI 15 JUIN,
M° OBERKAMPF, 18 h 30

Collectif national Palestine / AMFP / Les amis de T.C. / La Cause du Peuple / LCR / OC-GOP / OC-Révolution / PCR-ml / PSU.
Soutenu par Organisations étudiantes arabes et étrangères en France (Palestine, Liban, Irak, Jordanie, Tunisie, Syrie, Iran, Algérie, Yémen) OCA, comité de soutien à la révolution en Oman.

Mise au point

La LCR a signé l'appel à la manifestation du mardi 15 juin exigeant le retrait immédiat des troupes syriennes du Liban. Si la LCR appelle à la plus grande mobilisation face au complot impérialiste et syrien au Liban, si elle appelle tous les militants révolutionnaires et anti-impérialistes à se joindre à la manifestation, elle tient à préciser le point suivant : La LCR considère le

mot d'ordre de « soutien à l'OLP, seul représentant du peuple palestinien » comme contraire à sa conception de la révolution arabe, de la lutte du peuple palestinien. La LCR, tout en défendant sans conditions les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, ne saurait soutenir la ligne politique de l'OLP, fondée sur la collaboration avec les régimes bourgeois arabes et l'objectif de la création d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

SUISSE LES PROPOSITIONS NE PASSENT PLUS !

De notre correspondant

Deux « non » sur trois au cours des trois référendums de ce week-end : le gouvernement suisse de large coalition a décidé de plus en plus de mal à gouverner comme par le passé, alors même que ses propositions ont le soutien officiel de l'écrasante majorité des partis ! Cette « indiscipline » de l'électorat s'est déjà manifestée par le refus de la hausse des impôts en 1975, elle pourrait bien se traduire par un refus massif de la TVA dans les prochains mois. La raison de fond est fort simple : la crise sociale n'est pas moins aiguë en Suisse qu'ailleurs en Europe, mais aucune force traditionnelle, notamment du côté ouvrier, n'est capable de canaliser le mécontentement dans une politique d'opposition au patronat et aux partis bourgeois. Cette crise de fonctionnement des institutions politiques se traduit par une désertion massive des travailleurs, qui tout simplement ne vont plus voter (participation de ce week-end : un tiers). L'extrême droite réactionnaire a dès lors beau jeu de manœuvrer dans l'espace qui lui est offert.

Laissons de côté l'assurance-chômage (obligatoire au niveau national, cotisations payées par moitié par les patrons), laissons de côté la loi sur l'aménagement du territoire (concoctée à coups de compromis durant plusieurs années, et repoussée sous l'action des petits patrons et des cliques locales, pour nous concentrer sur le refus par 56 % contre 43 % des électeurs du crédit de 200 millions de francs suisses à l'AID (filiale de la banque mondiale). La bourgeoisie, aidée par la gauche traditionnelle (PS et Communiste), sous couvert d'un vote de principe en faveur de l'« aide aux pays du tiers monde » voulait participer pour la première fois aux frais généraux de l'exploitation des pays sous-développés par les Etats et les trusts impérialistes. Les partis traditionnels ont donc avancé une propagande humanitaire.

James Schwarzenbach et ses semblables d'extrême droite, qui avaient lancé le référendum, ont plaidé surtout pour le repliement de la Suisse sur elle-même. Seule la gauche révolutionnaire et les mouvements tiers-mondistes ont dénoncé ce crédit comme une aide à l'exploitation, le prix à payer par la bourgeoisie suisse pour continuer à se faire accepter comme l'un des leurs, par les pillards du Tiers-Monde.

Dans les résultats du vote il est impossible aujourd'hui de départager les votes réactionnaires des votes anti-capitalistes. Schwarzenbach apparaît au premier abord comme le vainqueur, lui qui demande le prix de sa victoire, c'est-à-dire la démission du ministre socialiste des affaires étrangères, Pierre Graber. Mais les journalistes bourgeois les plus honnêtes relèvent aussi l'impact des « non » à l'AID sur une base anti-capitaliste « jusqu'à preuve du contraire aussi, c'est une certaine forme d'aide multilatérale qui est vivement mise en question », note l'éditorialiste de La Suisse (quotidien genevois).

Une interview de Jean Ziegler, député socialiste suisse



Pour avoir écrit un livre dénonçant les activités des banques et des multinationales helvétiques, il est menacé de perdre son immunité parlementaire

UN
SUISSE
SOUPÇONNÉ

Montagnes, banques, fromages, chocolats et vaches à clochettes... Un pays tranquille, où il fait bon vivre. Un pays pacifique et accueillant, à l'abri de tous les conflits mondiaux, grâce à une sage politique de neutralité. Voilà le dépliant publicitaire pour la Suisse. Répandu à des millions d'exemplaires à travers le monde et soigneusement enluminé chaque année.

Quand, tout à coup, un cambrioleur de génie a percé les secrets de ce vaste coffre-fort et publié les résultats de son enquête. Il s'appelle Jean Ziegler, député socialiste de Genève et son livre *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*. Chiffres, listes de sociétés, de banques à l'appui, il révèle ce qui se cache sous le vernis de la respectabilité et de l'honorabilité helvétique : une organisation systématique, formidablement tentaculaire, de l'exploitation économique des pays

étrangers et, surtout, évidemment des pays du Tiers monde. La Suisse n'a pas d'armée — ou si peu — n'a jamais eu de visée expansionniste sur le plan territorial et pourtant elle est un impérialisme secondaire. Un terme abstrait que Ziegler se charge de transformer en données concrètes : en dévoilant le fonctionnement des multinationales, en éclairant les activités, en Amérique du Sud notamment, des sociétés financées par des capitaux suisses, en révélant scandales, corruption et affairisme. Au bout du voyage, la réalité est aveuglante : le chocolat est taché de sang. Du sang des millions de travailleurs achetés, vendus ballotés, exploités, à des centaines de kilomètres de là par d'invisibles messieurs à cols blancs et mains soignées.

Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, « veulent la peau » de Ziegler. Selon certaines informations, le gouver-

nement suisse serait en effet, prêt à demander la levée de l'immunité parlementaire du député socialiste. Pour pouvoir ensuite le poursuivre en justice, sous prétexte qu'il aurait, dans son livre, violé le secret entourant les délibérations de la Commission des affaires étrangères, à laquelle il appartient. Le ministre des Affaires étrangères aurait même fait ouvrir sur lui un dossier reprenant mot à mot toutes ses déclarations à l'étranger. Comme quoi, la chasse aux sorcières est un sport qui se pratique largement en Europe aujourd'hui.

Nous publions ci-après une interview accordée récemment par Jean Ziegler à nos camarades suisses de *La Brèche*, organe de la Ligue marxiste révolutionnaire.

La Brèche : Ton analyse est contradictoire. D'un côté, tu montres que l'impérialisme suisse est partie intégrante du système impérialiste mondial, de l'autre tu le caractérises d'impérialisme "secondaire" auquel l'impérialisme US (premier) impose sa loi.

J. Ziegler : Dans le débat entre Lénine, Rosa Luxembourg et Boukharine, le problème était déjà posé par rapport à l'impérialisme dominant de l'époque, l'impérialisme allemand (partiellement aussi britannique) et déjà existaient des puissances capitalistes moindres qui participaient à la stratégie impérialiste. Lénine dit clairement : "il n'y a pas de spécificité qui tienne, tout impérialisme est impérialisme comme un autre". Aujourd'hui, la situation est empiriquement la même, avec l'impérialisme US dominant et, à côté, une multitude d'autres impérialismes, dont la Suisse. Il ne fait aucun doute que l'impérialisme suisse, son gouvernement mercenaire, ses oligarchies (ce noyau dur qui gouverne le pays) gèrent un empire formidable.

La Brèche : Même la plus impérialiste du monde pour l'exportation de capitaux.

J. Ziegler : C'est ça. Mais la question est de savoir quel est le rapport entre l'impérialisme dominant et l'ensemble des pays impérialistes eux aussi. Si on répond comme Lénine, ont dit : "l'impérialisme suisse n'est pas intéressant puisque c'est un sous-instrument de l'impérialisme US". Quant à moi, j'introduis deux spécificités. Il y a l'impérialisme premier, moteur et garant du système. Puis des impérialismes auxiliaires, avec des tâches de mercenaires régionaux mais implantés par l'impérialisme premier (Iran, Brésil, Afrique du Sud, Indonésie). Enfin, les impérialismes secondaires, qui ne sont pas de simples auxiliaires mais sont nés d'un développement capitaliste authentique et autonome. La spécificité de l'impérialisme secondaire est la suivante : il est, bien sûr, intégré au système impérialiste mondial, il y remplit même des fonctions spécifiques (celle de recruteur pour la Suisse), mais il conserve en même temps une indépendance face à l'impérialisme premier et il l'affronte. Un exemple : au parlement, lors de la révision de la loi sur les banques, les représentants de l'oligarchie ont exigé du Conseil fédéral le contrôle de la Chase Manhattan Bank, de la First National City Bank qui détruisent la liberté du commerce, etc. Ainsi, les deux oligarchies s'affrontent. Il y a conflit, et conflit réel. Mon expérience parlementaire m'apprend même que l'oligarchie suisse joue en permanence double jeu. Un exemple : les USA nous forcent à entrer dans le cartel de combat contre l'OPEP (Agence Internationale de l'Energie) mais en même temps le directeur de la Division du Commerce se promène en

Arabie Saoudite pour explorer les possibilités de contrats bilatéraux d'approvisionnement interdits par le cartel. De même la Suisse a reconnu la Chine en 1949 malgré l'embargo impérialiste.

La Brèche : Tu contredis ton livre. Ce que tu décris ici n'est rien d'autre que la concurrence inter-impérialiste, entre trusts et multinationales, pour la conquête de marchés et de ressources. Or tu écris que les multinationales tendent à éliminer la concurrence entre elles pour instaurer un "système capitaliste transétatique". Si la Suisse cherche des marchés....

J. Ziegler : Non ! La Suisse en tant que pays, que gouvernement, qu'unité nationale fait cela.

La Brèche : Pourquoi pas la Suisse des trusts ? Car l'intérêt de l'impérialisme suisse, sous couvert de neutralité, est de s'assurer des marchés d'exportation pour des produits souvent très spécifiques. Il a tout avantage à une extension du commerce international, même si cela entre en contradiction avec l'impérialisme US.

J. Ziegler : Ah oui, qui, lui, dispose d'un fort marché intérieur.

La Brèche : Dès lors il n'y a pas homogénéité, mais jeu classique des contradictions inter-impérialistes. Et non pas dépendance de "l'impérialisme secondaire".

J. Ziegler : Non ! Il y a trois niveaux. Celui des multinationales qui, dans le champ de liberté qui leur est laissé, mènent la concurrence sauvage de tous les capitalistes. Puis le niveau étatique où l'identité nationale est en jeu, l'appareil d'Etat et son idéologie (la neutralité). A ce second niveau se révèle l'impérialisme secondaire. Enfin, troisième niveau, celui de la rationalité inter-impérialiste : si le mouvement ouvrier progresse trop la volonté des multinationales (anarchique à la base) impose aux Etats de se réunir dans une supra-nationalité, de gérer en commun la menace que constitue la révolte des ouvriers (d'où le Marché Commun).

La Brèche : Mais tu dis que les multinationales n'ont plus besoin de l'Etat. En fait, tes exemples (comme celui des banques ci-dessus) montrent que l'Etat intervient pour défendre les intérêts concurrentiels des trusts suisses vis-à-vis de ceux des USA ou d'ailleurs.

J. Ziegler : Evidemment, mais c'est autre chose que simplement la sauvage concurrence entre banques. Les banques, à un deuxième niveau, font intervenir l'Etat.

La Brèche : C'est important de le préciser

parce que tu laisses entendre, dans ton livre, qu'il y a d'une part les multinationales transétatiques, puis l'Etat suisse, comme une entité nationale indépendante de cela.

J. Ziegler : Pas du tout !

La Brèche : L'Etat est donc l'instrument même des monopoles et la neutralité l'instrument qui couvre la stratégie des trusts pour avoir le plus de marchés ouverts possibles.

J. Ziegler : C'est cela, totalement d'accord. Mais il faut préciser ces trois niveaux dans le débat sur l'impérialisme et ce qui me fascine c'est la capacité des multinationales de faire accrédi-ter le mythe de leur appartenance nationale.

Un exemple : Fidel Castro saisit les usines Nestlé à Cuba mais continue, dans un premier temps, dans les services étrangers, la publicité pour Nescafé. Nestlé intervient, gueule et la Commission du Commerce extérieur charge aussitôt R. Probst, délégué aux accords commerciaux, de négocier avec les Cubains le dédouanement et l'arrêt de cette "concurrence déloyale". Les Cubains, n'ayant pas de devises, proposent le dédouanement en livraisons de sucre. Mais comme le sucre, en Suisse, est vendu à un prix subventionné (pour protéger Aarberg et l'autre usine de sucre de betterave en Suisse), et pour rendre le sucre interne concurrentiel contre le sucre de canne importé, on subventionne aussi ce dernier. Le sucre cubain est ainsi vendu au prix suisse mais le produit de la vente est allé à Nestlé : le contribuable a donc financé en partie l'indemnisation de Nestlé, imposée d'ailleurs selon des

calculs de profits et rentabilité incroyables. Il y aurait mille exemples pour montrer cette mise au service, cette mercenarisation de l'Etat par les sociétés multinationales.

La Brèche : On en vient ici à la conclusion politique de ton livre. Après tout ce que tu affirmes, comment peux-tu soutenir qu'il faut parfois faire des alliances avec la bourgeoisie nationale pour combattre l'impérialisme et les multinationales. L'utilisation des immigrés (autre aspect de l'impérialisme suisse) a profité non seulement aux trusts mais à la totalité de la bourgeoisie, à une série de petits entrepreneurs de la construction par exemple. Or, tout en combattant la "paix du travail", tu dis qu'il est normal que les directions syndicales s'allient parfois avec la bourgeoisie ; en l'occurrence, pour les immigrés, cette politique a conduit à diviser les travailleurs et à favoriser la politique de la bourgeoisie.

J. Ziegler : Partons d'un autre exemple, parce que le problème des étrangers est un problème à part, avec des éléments très inavouables, tels la xénophobie...

La Brèche : Qui est aussi un produit de l'impérialisme suisse.

J. Ziegler : Bien sûr. C'est la question de l'aristocratie ouvrière, de syndicats qui ne soutiennent pas l'initiative contre l'exportation d'armes pour maintenir l'emploi, le problème d'une classe ouvrière qui a été vidée jusqu'au goût de la lutte de classes, tellement elle a été menée en bateau, corrompue par l'idéologie de la "paix du travail", etc....

Mais je prends un autre exemple :

La première démarche d'un processus révolutionnaire en Suisse est la création d'une Unité Populaire, pour moi, au sens chilien du terme, c'est-à-dire sur la base d'un inventaire de nos revendications communes et d'une démarche stratégique unitaire (soit alliance électorale, soit stratégie de la double légalité, par exemple). Cette Unité Populaire, tout en maintenant l'identité des formations, crée une liaison de combat sur la base de ce contrat. Dans une telle Unité Populaire, je n'exclus pas ce que j'appelle les radicaux de gauche. Le parti radical, mené par la fraction de la bourgeoisie impérialiste, dit défendre le petit commerce contre les monopoles. Mais les chefs nationaux radicaux (tels Burgi, UBS, ou Celio, Crédit Suisse) blousent en permanence la bourgeoisie nationale, comme par exemple le Crédit Suisse, qui tient l'Innovation, et liquide en Suisse Romande le commerce local.

Si le combat de la gauche peut démasquer cette contradiction, entrer en alliance avec ce que j'appelle les radicaux de gauche (non qu'ils soient subjectivement de gauche, mais parce qu'ils défendent effectivement les intérêts de la bourgeoisie nationale dans le secteur des services), cette alliance est nécessaire. Comme elle est nécessaire avec les chrétiens de gauche, les sociaux-démocrates, toutes les forces progressistes.

La Brèche : Ici, ta théorie n'est plus "au-dessus de tout soupçon" !

J. Ziegler : Pourquoi m'attaques-tu sur ce point ? Veux-tu dire que ce passage de mes conclusions ne correspond pas à une réalité ou que la solution que je propose est une fausse solution ?

Mais je veux préciser ma position. Le réformisme, je le combats totalement défini sous la forme social-démocrate, c'est-à-dire de la collaboration de classe. Le socialisme ne pourra être instauré que par une rupture qui ne se fera jamais par la voie électorale (qui reste épiphénoménale, comme le disait Liebknecht ; ce qu'il a dit du métier de parlementaire est tout à fait juste, il n'y a rien à ajouter). Néanmoins, il y a des moments où, dans l'histoire du pays, il faut accepter l'alliance, comme une alliance tactique dé-

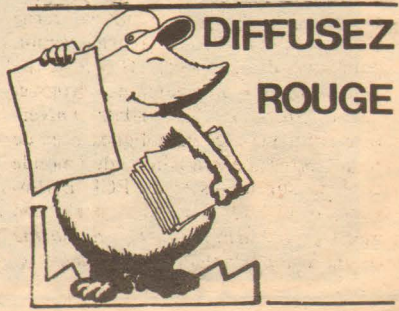
finie. Par exemple, le fascisme est à la porte. Le Congrès de Zurich du PS accepte de voter le budget militaire. Grimm explique pour quoi, comme révolutionnaire, il accepte de voter, tout en sachant que l'armée reste une armée de classe, que le complexe militaro-industriel est le manipulateur des prix mêmes qu'on allait payer aux armes. Mais c'était nécessaire pour garder la frontière suisse face à la menace fasciste, c'est-à-dire permettre que la lutte de classe à l'intérieur des frontières continuera après coup....

La Brèche : Je t'interroge : elle n'a pas continué !

J. Ziegler : Si elle n'a pas continué, c'est à cause de 1937, de la "paix du travail", qui procédait d'ailleurs de la même idée.

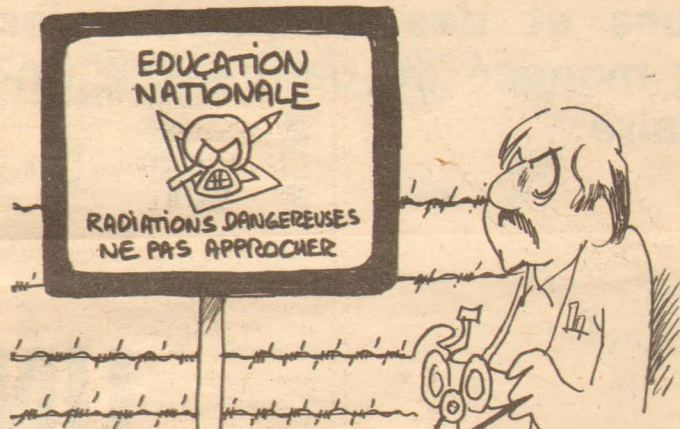
La Brèche : Mais la "paix du travail" a été refusée par des secteurs de la classe ouvrière, alors en grève et les directions syndicales les ont brisés comme elles ont participé à mettre le PC "hors la loi". On priorisait l'alliance avec la bourgeoisie et on se retournait contre une aile du mouvement ouvrier. Est-ce cela le "socialisme vivant" ?

J. Ziegler : Tu connais les guerres fratricides dans tous les pays, en Suisse ce n'était pas mieux qu'ailleurs, entre le PS et le PC, faite de haines personnelles, de trahisons reprochées depuis 1918. Mais une chose est claire : le PS était à l'époque, au moins dans ses parties essentielles, un parti révolutionnaire. Lis "La nouvelle Suisse" (programme de 1943) : si ce programme avait été appliqué, on aurait eu une société socialiste authentique. Et aujourd'hui, dans le PS, il faut rouvrir le débat théorique, créer un noyau de conscience irréductiblement critique, en rupture avec l'aliénation, l'idéologie dominante, diffuser le plus possible cette conscience dans la classe et le mouvement ouvrier, dans le but aussi d'arriver à liquider l'actuel programme de Winterthur, qui est une honte absolue, un ramassis de banalités. Cette perspective n'est pas exclue, le parti est dans un état de désorientation mais il porte aussi en lui la promesse de l'avenir.



Robert Pelletier licencié

UN TEXTE DE LA GUERRE D'ALGERIE ?



Robert Pelletier, licencié de son poste d'instituteur a été victime d'un règlement de compte politique venu d'en haut. Seroit-ce que le recteur d'académie, Albarède, beau frère de Chirac y est pour quelque chose ?

En tous les cas, l'avis de licenciement souffre de contradictions évidentes dans les termes : Pelletier est licencié sans préavis. C'est légal. Mais il y a un motif et un seul donné : à cause du casier judiciaire résultant du procès de Draguignan.

Or que prévoient les règlements sur cette question ? Le seul article du « code soleil » qui permettrait de façon incomplète de justifier ce licenciement : « Tout fonctionnaire qui aura à se soustraire à ses obligations militaires ou à faire l'apologie de l'insoumission ou de la désertion, ou à provoquer des militaires à la désobéissance, pourra faire l'objet d'une mesure provisoire de suspension entraînant la retenue des 3/4 de la rémunération ».

C'est une ordonnance de De Gaulle pendant la guerre d'Algérie : on voit, si c'est là le motif invoqué par le pouvoir, ou celui-ci prend ses sources : dans des textes en date du 28/9/58 pris dans un état de guerre coloniale !

Le cas de licenciement pénal n'est envisagé que dans ce texte, il n'y a pas d'autre référence possible !

Alors dans ce cas, la contradiction est encore plus grosse : car cet article prévoit la « suspension » et non pas le licenciement, et de surcroît mentionne une retenue de 3/4 du salaire !

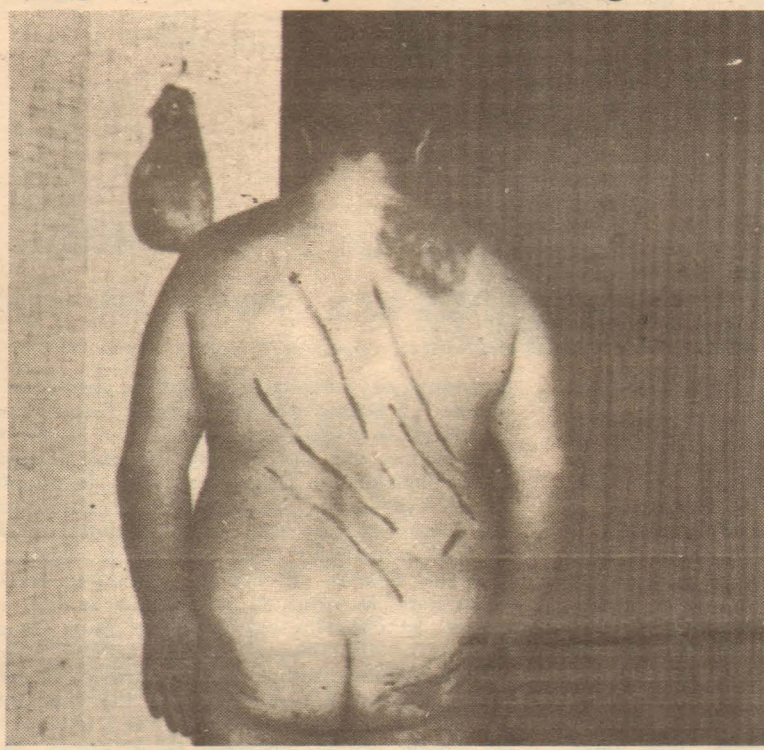
Comme on le voit, tout n'a pas été pesé dans cette affaire et la précipitation qui visait à frapper notre camarade laisse place aux possibilités évidentes d'un recours. Le pouvoir devra reculer ou démasquer encore plus les « libertés » qu'il prend lui-même avec ses règlements.

A QUAND LA GEGENE DANS LES GENDARMERIES ?

Les gendarmes de la côte auraient-ils abandonné l'anisette et la pétanque pour des jeux plus musclés ? Après le ferrailleur de Bagnol, ce sont deux nouvelles plaintes pour sévices, coups et blessures qui ont été déposées au parquet de Toulon par deux jeunes gens de La Ciotat qui ont été torturés par des gendarmes de St Cyr sur Mer et de La Ciotat.

Georges Michalet et Jean-Marc Garabedian avaient été interpellés lors d'une rixe survenue dans une fête foraine à St Cyr sur mer. Georges Michalet, lui-même petit fils d'un colonel de gendarmerie a été frappé de coup de pieds, de poings et de matraque. Jean-Marc Garabedian, les mains menottées derrière le dos fut lui aussi roué de coups puis le chef de la brigade de St Cyr aurait tenté de l'intimider en lui déclarant « si on te retrouve dans la ville, on te retrouvera avec quatre balles dans le ventre dans les collines de St Cyr ».

Le ferrailleur après son interrogatoire



L'élection de Boulogne

Un échec pour Mitterrand

Mitterrand, par sa venue à Billancourt avait ainsi montré l'intérêt et la portée de cette élection partielle. Son candidat perd 0,72 % par rapport à mars dernier, mais surtout demeure second de la gauche derrière le candidat du PC Aimé Halbeher.

Pour le candidat du PC le premier objectif : devancer le PS est atteint. En augmentant de 3,47 % dans les bureaux limitrophes de l'usine Renault, il montre que la campagne du PC a réellement marqué des points.

Quant au faible résultat du PSU, moins de 1 %, il s'explique sans doute d'abord par la forte pression du PC et du PS. Mais après l'échec collectif des 3 candidatures révolutionnaires à Tours, le PSU devrait s'interroger sur les conditions qui permettraient aux révolutionnaires de peser dans les batailles électorales de façon significative. Une candidature unitaire sur une base politique claire pourrait rassembler les travailleurs qui veulent exprimer politiquement leur défiance vis-à-vis de l'Union de la gauche.

« La gauche à Billancourt » ont clamé les militants du PC à la mairie de Boulogne, le soir des élections. Mais à Billancourt c'est pourtant la droite qui, profitant de la spéculation immobilière, rassemble 52,08 % des voix.

Deux éléments sont incertains d'ici au deuxième tour : d'une part les militants du PS se feront sûrement tirer l'oreille pour appeler à voter Halbeher après l'âpre concurrence de la semaine dernière.

D'autre part le PC déploie ses grandes orgues pour séduire la veuve du défunt conseiller général UDR. Celle-ci, candidate, avait mentionné clairement qu'elle situait son action dans le cadre de la majorité du conseil général des Hauts-de-Seine dominé par l'UDR. Pourtant, l'Humanité du 14 juin la considère comme inclassable et l'explique : « par le maintien de sa candidature, par fidélité aux idéaux gaullistes de son mari et par le respect envers son électorat populaire ».

Pour un membre du comité central du PCF, le siège de conseiller général exige-t-il de faire la cour à une veuve de notable gaulliste ? En tout cas, aux portes de Renault Billancourt, un tract indiquait : « Pas une voix de travailleurs, de démocrates, de patriotes ne doit manquer à Aimé Halbeher ».

J. M

Le congrès d'étude du SNESup à Avignon LOIN DES LUTTES...

Le premier congrès d'études du SNES-SUP s'est tenu en Avignon autour du thème « les enseignants, pour quelles fonctions ». L'organisation de la discussion sur ce thème était complètement séparée de toute réflexion qui permette de faire un bilan de la récente grève des enseignants du supérieur pour l'abrogation de la réforme du 2^e cycle et la titularisation de tous les auxiliaires. Ce congrès, qui n'a pas discuté de l'activité et de l'orientation du syndicat est d'emblée apparu coupé des luttes. On n'a pas parlé de la préparation des luttes à la rentrée ; les échéances sont pourtant nombreuses : réformes pour la formation des maîtres, pour le bac-

calauréat, sans compter les menaces, les licenciements de nombre d'enseignants. Il s'agissait plutôt pour le bureau national d'éduquer ses militants en vue du (bon) fonctionnement de l'université dans la situation parquée par les prochaines échéances électorales.

Les camarades de l'Ecole Emancipée (EE) avaient proposé, bien avant le congrès, que se tienne un réel congrès d'orientation qui puisse apprécier l'activité du bureau national (BN) tirer le bilan de la grève et tracer les perspectives ; ce fut refusé.

Ce congrès a été marqué par une désaffection complète : moins de la moitié des délégués ont fait le

voyage d'Avignon, 3 300 membres du syndicat seulement ont voté pour ce congrès, 2000 seulement pour les textes présentés par le BN alors que le SNES-SUP compte près de 10 000 adhérents.

Les camarades de l'EE ont refusé de voter (ces refus de vote n'ont pas été comptabilisés) ou, localement, quand cela apparaissait comme un vote d'orientation, ont voté pour les textes de la tendance « pour un syndicat de lutte » qui, à partir d'un bilan introductif de la grève, développaient les conceptions de l'EE sur le rôle de l'Ecole et sur les premiers enseignements à tirer pour la rentrée. Ce congrès est donc un échec pour

la direction nationale qui se trouve contestée dans sa propre tendance du fait de son attitude pendant la grève. Ce qui s'est confirmé au cours d'une réunion houleuse tenue par cette tendance pendant le congrès. Les enjeux politiques, les rapports de forces qui ont sanctionné les débats entre les courants des syndicats se sont noués ailleurs. C'est pourquoi les camarades de l'EE et de la tendance II du SNES-SUP « pour un syndicat de lutte » se sont réunis longuement au cours de ce congrès pour discuter du bilan de la grève et de leur responsabilité dans la lutte.

L'ENVERS DE LA FETE

En arrivant à la fête du PSU samedi avec des copines, on se disait « ici, c'est quand même un peu différent que dans la rue ou dans le métro », on avait l'impression que dans ce cadre les rapports humains



hommes-femmes pourraient sortir du cycle provocation-répression. On a vite déchanté ; d'abord le climat qui règne ici ; des mecs souvent en bande qui draguent, agressent verbalement du regard, de la main. A certains moments, on a l'impression d'être du gibier, si bien sûr on n'est pas avec des mecs, protégés...

Tout au long du week-end, cette ambiance a été émaillée d'incidents significatifs (vols, viols, agressions) : deux homosexuels qui s'embrassent sur une pelouse, des loubards les cognent, des mecs mettent la main aux fesses des filles, elles se rebiffent, ils leur cassent la gueule.

Que la fête, même d'extrême-gauche ne soit pas un lieu clos libéré à l'abri de la violence et des contradictions sociales, est un fait évident, mais que dans ce cadre-là, le climat de violence sexuelle et d'oppression qui régnait soit à dénoncer n'en est pas moins évident.

Or à aucun moment on n'a vu spontanément la foule réagir et se sentir concernée, elle assistait passivement à ces scènes avec à certains moments une vague indignation.

Seules les femmes et les homosexuels ont tenté d'organiser des discussions après les incidents de samedi en allant à travers la fête faire un travail de dénonciation et d'explication. D'autre part, à leur demande, le PSU a organisé un débat le dimanche avec 300 personnes qui posait le problème du contenu politique de ce type de fête. Etait-ce seulement un rassemblement-spectacle avec juxtaposition de stands et de débats déjà prévus ? Ou bien aussi un lieu de prise de conscience des gens venus là ?

Une militante de la LCR

LE PASTEUR MONOT INCULPE POUR OUTRAGES A L'ARMEE

Le pasteur Monot (de « Cité Nouvelle ») vient d'être inculqué à la suite de l'appel lancé pour le meeting du 17 juin contre la justice militaire.

Les motifs d'inculpation sont tirés du tract d'appel : « L'armée briseuse de grève », « l'armée qui embrigade la jeunesse », « l'armée qui exproprie les paysans », « l'armée, instrument de domination coloniale », « l'armée instrument de défense du capital ». Avec, en plus, le désormais fameux dessin de Cabu : « les tares de l'armée, plus les tares de la justice : ça fait beaucoup ». Toutes ces formulations sont des termes de mépris, et comme telles passibles des tribunaux. Le pasteur Monot passera donc devant la 17^e chambre du Tribunal de Paris le 24 juin. Il faudra être nombreux avec lui, histoire de montrer que ses sentiments sur l'armée sont largement partagés.

Communistes, chrétiens, gaullistes...

TOUS LES CHEMINS MENENT AU SOCIALISME ?

La grande course aux pourcentages électoraux part de loin. L'offensive de charme de Marchais en direction des chrétiens, reprise hier matin dans *L'Humanité* en fait partie, ainsi que les appels de Jean-Pierre Chevènement aux gaullistes dans le « mensuel du renouveau gaulliste ».

Sous le titre « pluralisme ou totalitarisme », Hincker signe un méli-mélo invraisemblable, d'où il ressort que tous les chemins, ceux de Colombey comme ceux de Lourdes, mènent au socialisme : « Oui, d'une conception chrétienne de la solidarité, du bien commun, peut naître l'action émancipatrice contre le capitalisme, pour le socialisme, comme chez d'autres elle naît directement de la conscience de classe (...). Oui, de l'attachement d'un gaulliste à l'indépendance nationale, à une certaine idée de la France, peut naître la conviction que c'est avec la classe ouvrière, avec les communistes, comme en d'autres temps, que ces valeurs seront actualisées. »

Ainsi, l'aspiration à la solidarité ou à l'indépendance pourrait contenir en germe le projet socialiste, au même type que le développement de la conscience de classe ; simple question de hasard, de trajectoire personnelle, d'opinion en somme. Ce faisant, Hincker mélange des choses qui ne sont pas de même nature. Rejetant l'ABC du marxisme, il cherche à additionner des courges et des radis.

La conscience de classe, c'est la conscience de leurs intérêts communs que les travailleurs, de manière certes inégale, acquièrent dans la lutte ; conscience de ce qui les unit face à une exploitation et une oppression communes, conscience aussi de ce qui les oppose à leurs exploiters.

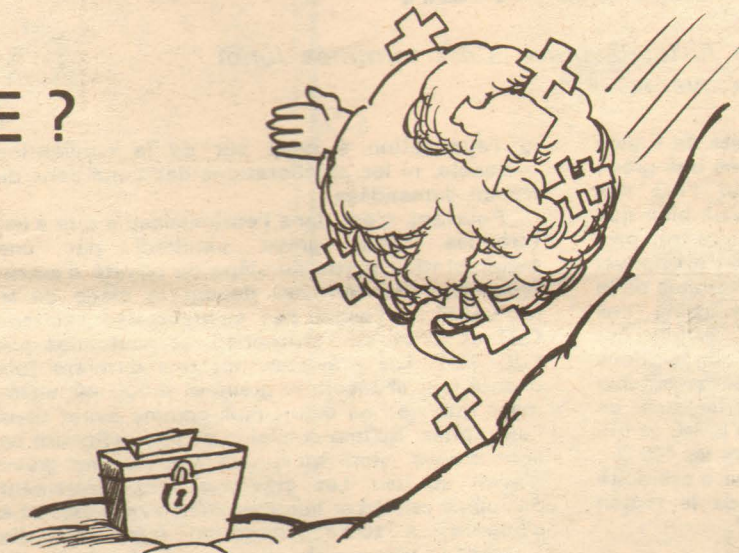
Le gaullisme et le christianisme représentent au contraire deux tentatives de faire collaborer travailleurs et patrons, par delà ce qui les divise, au nom de l'intérêt national, ou au nom de la foi et de l'égalité devant Dieu.

Entendons-nous bien. Nous comprenons qu'il y ait des ouvriers chrétiens, soumis de longue date à l'idéologie cléricale et que l'image du socialisme donnée par l'Union soviétique avait peu de chance de les en détourner. Nous comprenons qu'il ne faut pas considérer cette situation comme irréversible et s'y résigner en leur tournant le dos.

Nous comprenons aussi qu'il y ait des ouvriers qui votent gaulliste ; et nous pensons que la politique du PCF à la Libération, comme le vote des crédits de guerre à Guy Mollet en 1956, ne contribuait guère à dissiper cette confusion.

Mais comment s'adresser à ces travailleurs ?

En leur tendant la main sans préalable en tant que travailleurs et camarades de travail, frappés par la vie chère et le chômage, en défendant ensemble des revendications communes, avec la conviction qu'ils découvriront dans la pratique les contradictions entre ces intérêts de classe et leurs choix politiques. Mais en continuant sans relâche à combattre ces idéologies de collaboration de classe que sont le christianisme officiel et le gaullisme.



Quant à Chevènement, il a déclaré dans son interview qu'il préférerait les gaullistes aux radicaux de gauche comme troisième famille de la gauche, que lesdits radicaux ne représentent plus qu'une « réalité régionale » et qu'il aurait volontiers cherché la troisième famille « du côté de la bourgeoisie nationale, dès lors qu'elle accepte des orientations progressistes en matière sociale. »

Ici Chevènement suit Marchais à la trace. Gentillets et utiles ces radicaux, boutiquiers et pharmaciens de province, grands habitués des comices agricoles. Mais ils ne font pas l'appoint électoral nécessaire à une nette victoire de la gauche, ils ne suffisent pas à l'élargir à la dimension de l'Union du peuple de France.

Le hic, c'est que cette bourgeoisie nationale vers qui lorgne Chevènement mange depuis belle lurette dans l'écuelle des multinationales. Le hic c'est que l'UDR constitue le rassemblement des parasites de l'Etat plutôt que les représentants de cette bourgeoisie fantôme. Le hic, c'est que la polarisation des luttes sociales ne favorise guère les déplacements d'alliances. Le hic, enfin, c'est que les institutions de la V^e République sont fondées sur la constitution d'une majorité présidentielle et que, malgré leurs frondes et leurs renoncements, les gaullistes ne lâcheront leur part de gouvernement que lorsqu'il n'y aura plus d'autre solution... pour y rester.

D.B.

notes politiques

**FÊTE DU PC
OU COMMENT FAIRE 70
ADHESIONS
EN DEUX JOURS EN EURE
ET - LOIRE**

Prenez un stade, mettez tout autour les différentes cellules du département avec boissons et sandwiches. Un podium en bleu blanc rouge, beaucoup de démagogie et un fort soleil, puis attendez. Tous les quarts d'heure, des adhésions ; des cadres du parti si peu motivés par leur fête qu'ils se retrouvent tous au bar...

Le samedi soir, toute la jeunesse déserte la politique pour le bal à dragage. Quelques stands politiques sur l'Espagne, le Chili ou le Mouvement de la Paix. Un stand sur les femmes où la seule perspective offerte est la vente d'assiettes marquées à l'année internationale de la femme.

Un débat sur le socialisme annulé faute de participants, après le passage d'un groupe folklorique sud-américain. Une sous-politisation générale à part quelques militants qui, pris individuellement, remettent en cause la ligne politique suivie par le PC. Aucune référence aux luttes en cours dans le département (plus de 50 boîtes en grève depuis le début de l'année).

Une fête décevante qui n'a pas rassemblé la base ouvrière du PC ni les sympathisants et qui pose le problème de la Fête.

COMMUNIQUE

Le 12 juin s'est tenue à Paris une rencontre nationale des groupes femmes pour préparer la rencontre européenne, prévue pour octobre sur le thème *les femmes dans la lutte de classe, la lutte révolutionnaire*. Étaient présentes des femmes d'Aix, Tours, Cherbourg, Montauban, Paris et sa Banlieue, Amiens, Strasbourg, Nantes, Lille, Angers. L'idée de cette rencontre a reçu un accueil favorable, mais n'a pas été jusqu'à présent vraiment prise en charge par les groupes. Dans les réunions régionales qui se tiendront durant l'été, les thèmes pour la rencontre *avortement et travail de femmes* seront discutés et étudiés. De ces réunions sortiront les textes de préparation à la rencontre. Une nouvelle rencontre nationale est prévue pour septembre. Tout envoi de textes, idées et initiatives seront les bienvenus. **A envoyer à Sylvie Richard, 44 rue des Prairies 75020.**

LIBERTÉ POUR SYLVIE PORTE

Dans la nuit du 8 au 9 mars, deux libertaires étaient tués par l'explosion d'une bombe dans le quartier de Rangueil à Toulouse... Aussitôt, perquisitions et arrestations se sont multipliées... Ainsi, Sylvie Porté a été arrêtée le 13 mars à Paris et emprisonnée à Fleury Mérois, puis à la prison St Michel à Toulouse où elle est détenue depuis près de trois mois. Elle est inculpée de *complicité dans le transport et la détention de matières explosives*, sans la moindre preuve matérielle et sans qu'elle ait été confrontée à un seul témoin...

interview de Jean-Claude Barreau

La Démocratie chrétienne n'a plus aucun rôle à jouer en France

Après l'appel de Georges Marchais aux chrétiens, nous avons tenu à connaître les impressions d'un militant chrétien.

Nous avons demandé à Jean-Claude Barreau, ancien prêtre dont le mariage fit scandale il y a quelques années, auteur de « La prière et la drogue » et de « Questions à mon église » (chez Stock), ce qu'il en pense.

Question : que penses-tu de l'offensive actuelle du PC vers les chrétiens ?

Réponse : Tout d'abord, il faut voir que Marchais a essentiellement une optique électorale. Le problème le plus important est qu'il amalgame tous les chrétiens. Il y a une très grande différence entre les chrétiens pratiquants et les militants. Les premiers se situent politiquement à droite et les seconds à gauche. Il est intéressant d'analyser l'appel. Marchais a le même raisonnement et la même pratique que les pays communistes où il existe un mouvement chrétien très fort. Ils ne s'adressent pas aux militants, mais directement à la hiérarchie chrétienne. En Pologne, par exemple, où les catholiques sont puissants, la hiérarchie demande aux ouvriers de restreindre leurs revendications.

En fait, Marchais a une vision de l'église complètement dépassée. Il est sans doute mal informé de ce qui s'y passe à l'heure actuelle. L'église catholique est, en effet, en pleine décomposition institutionnelle. On peut dire qu'il n'y a plus de comportement politique spécifiquement chrétien. Un mouvement confessionnel tel que le

MRP (après la guerre), ne serait plus possible aujourd'hui. Or le PC agit comme si l'église était identique à celle de 1945 au moment où la démocratie chrétienne avait une réelle force politique en France. Les catholiques n'ont plus de rôle politique central. Les chrétiens ont retrouvé leurs classes sociales. Chacun dans son camp politique.

Question : que penses-tu de l'offensive actuelle du PC vers les chrétiens ?

Réponse : Pour certains pays, tels que l'Italie ou le Portugal on peut dire qu'il existe encore un comportement sociologique chrétien. En ce sens-là, Berlinguer a raison de s'adresser aux catholiques. En France, Marchais tape à côté de la plaque, la hiérarchie n'a plus aucun pouvoir politique électoral. Elle est très divisée et sait qu'elle ne sera pas écoutée. La seule chose qu'elle puisse faire est de suivre ses troupes. Elle parle en fonction de son auditoire, en cela, totalement suiviste soit envers les militants, soit les pratiquants.

Question : Quelles peuvent-être les répercussions électorales de l'appel de Marchais ?

Réponse : L'appel est totalement inutile, il ne sera pas payant électoralement. Il passe complètement au-dessus des militants, eux sont déjà convaincus, quant aux pratiquants, ils ont de très fortes attaches à droite. En fait, le PC n'aura certainement pas une voix de plus.

Mais il est très inquiétant de voir un tel appel. Marchais manie des catégories qui tendent à enfermer l'église comme une force conservatrice. Il veut pratiquer l'alliance du sabre et du goupillon. C'est pour cela que le PC souhaite une église disciplinée et obéissante.

Les partis politiques ne devraient pas se mêler de la foi, pas plus qu'ils ne devraient s'occuper de poésie ou de peinture. Le mysticisme doit être une affaire personnelle, même pour des militants.

Question : Selon toi, comment évoluent les mouvements catholiques de gauche ?

Réponse : Il m'est un peu difficile de répondre à cette question, j'étais de gauche avant d'être chrétien. Mais pour les chrétiens, le mysticisme donne des raisons intellectuelles de se révolter, cependant, il ne fournit aucun mode d'emploi. Tout se passe au niveau de la révolte personnelle. Les mouvements d'action catholique s'adressent à un public de pratiquants, c'est bien car ils sont des instruments capables de faire évoluer politiquement les croyants. Ces mouvements doivent se can-

tonner à ce rôle, le catholicisme ne donne que la recette. Au niveau de l'action, il ne dit rien. Les chrétiens ont en effet du mal à penser en terme de combat, ils ont peur des conflits et des affrontements. C'est pour cela que les mouvements catholiques doivent engager leurs militants dans les organisations politiques.

Question : Plus précisément, vers quels partis ?

Réponse : Historiquement, c'est le PSU qui a reçu le plus grand nombre d'adhésions de chrétiens. Maintenant ça se partage inégalement entre le PC et le PS. Une petite partie est attirée vers le PC, il représente un parti très structuré, avec une idéologie très forte. Pour certains catholiques c'est réconfortant de se trouver dans un tel cadre. Cependant, à l'heure actuelle, les chrétiens militants se retrouvent au PS qui est un peu une auberge espagnole. L'attrait pour le PS est principalement dû à un climat de liberté politique qui y règne. Tous les courants politiques les plus divers peuvent facilement s'y retrouver. Cela correspond aux désirs des chrétiens.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

Union mutualiste de Rouen

REPRISE DU TRAVAIL HIER

- Après quatre semaines de lutte, la grève s'est terminée lundi
- Rien ne sera plus comme avant

Les grévistes de l'Union mutualiste de Rouen ont repris le travail lundi matin, après une grève de plus de 4 semaines. Vendredi l'AG des grévistes a décidé la reprise du travail, bien que les revendications posées ne soient que très partiellement satisfaites. Ils ont obtenu : un nouvel accord d'établissement reprenant les textes de la convention nationale sauf sur la grille des salaires qui est évidemment le point le plus important ; l'engagement de nouvelles négociations pour l'application des grilles complètes en mai 1977, une augmentation de 10 % de la prime de vacances qui passe de 65 à 75 % du SMIC et qui sera revue tous les ans pour aller vers les 100 % ; l'intégration de la moitié de la prime d'assiduité au salaire ; la prime de transport de la région parisienne à partir du 1^{er} janvier 77.

Mais ni le paiement des jours de grève, ni la réduction du temps de travail de 6 h 1/4 par mois,

ni l'application à coup sûr de la convention nationale, ni les améliorations des conditions de travail demandées.

Pourtant, c'est dans l'enthousiasme que s'est terminée cette grève vendredi par une manifestation partie du siège du comité d'entreprise pour se terminer devant le siège de la Mutualité, à l'appel des sections des sections CGT et CFDT de l'entreprise, et soutenues par l'UL-CFDT. Les grévistes ont une dernière fois chanté leur chanson de grève et proclamé nettement que rien ne serait plus comme avant dans l'entreprise, qu'une cohésion et une solidarité se sont créées, alors qu'auparavant, aucune grève n'avait eu lieu. Les grévistes sont fermement décidés à renforcer leurs sections syndicales et à s'opposer à toute répression éventuelle. Ils arrêtent la grève mais, ils sont décidés à obtenir rapidement les revendications qui restent en suspens.

LE REVERS DE LA MEDAILLE



L'autre acquis de cette lutte c'est qu'elle a permis de démasquer le visage du patronat mutualiste de Rouen, incarné par Benneto, de faire prendre conscience à des centaines de travailleurs de la région, adhérents mutualistes, des conditions de travail et de salaires qui sont pratiquées dans une entreprise gérée en leur nom et de ce point de vue aussi il y aura bientôt des comptes à rendre.

«La démocratie mutualiste»

Théoriquement l'entreprise mutualiste fonctionne démocratiquement. Chaque année il y a une assemblée générale de la mutuelle de chaque entreprise concernée où le conseil d'administration rend compte de son mandat et où sont élus des représentants à l'AG départementale.

C'est la « démocratie » mutualiste. En fait, pour tout un tas de raisons les gens s'y intéressent peu, personne ne

prend la parole, ne discute : la semaine de 40 heures, l'ignorance du fonctionnement, l'existence d'une mafia mutualiste installée depuis des années et qui se perpétue.

Les pharmacies mutualistes sont un avantage non négligeable pour les travailleurs, ils n'ont pas à déboursier un sou pour leur ordonnance. Mais le gouvernement, sous la pression des pharmaciens d'officine bloque par décret (il ne peut légalement les interdire) la mise en place de ces pharmacies. Alors la direction mutualiste essaye de s'appuyer sur les organisations syndicales et les forces de gauche pour pouvoir en ouvrir de nouvelles. Il est vrai que ce genre de pharmacies (à but non lucratif) ne résoud en rien le problème des trusts pharmaceutiques, mais elles représentent tout de même pour les travailleurs une possibilité d'accès à la santé qui n'est pas négligeable.

Un patronat de droit divin.

Mais ce qui se passe à l'intérieur des entreprises mutualistes, c'est vraiment le revers de la médaille et n'a rien à voir avec l'attitude pseudo-sociale affichée par les patrons.

Le patron s'est appuyé au départ sur les comités d'entreprises et les syndicats pour monter la boîte, mais le droit à un local d'entreprise n'a été obtenu qu'au bout d'un an de lutte. L'inspection du travail a dû intervenir et dresser un procès verbal.

C'est le patronat de droit divin, il y avait bien un comité d'entreprise et des délégués du personnel, mais pas de syndicats. Un jour, une employée a eu dix jours de mise à pied pour avoir répondu à la remarque que lui faisait un cadre que «de toute façon ce travail c'était de la merde»... Il y a eu débrayage dans son service. En prud'homme la sanction a été réduite à trois jours. Mais plutôt que de payer les 1 300 francs dus à la fille, ils ont préféré aller en cassation pour faire casser le jugement, ce qui leur a coûté 2 500 francs.

C'est le problème du contrôle sur un avantage acquis qui se pose. La Mutualité dans la société actuelle, n'est pas un îlot de société libérée, mais c'est une conquête partielle qui n'est ni contrôlée ni prise en charge par les organisations syndicales. C'est le problème de la gestion sans contrôle des cotisations des travailleurs et d'une «mafia» nationale qui fait la loi.

Correspondant

Hôpital Jules Courmont - Lyon

TROIS GREVISTES DE LA FAIM DEPUIS LE 3 JUIN



Entamée le 4 mai, la grève de 24 heures reconductible commence à s'enliser face à l'intransigeance gouvernementale. Minoritaire dès son départ, elle n'a pas pu s'élargir de façon significative compte tenu de la division syndicale dont la CGT est responsable. Par contre, les formes de lutte telles que les soins gratuits, la grève administrative, ont été impulsées par la CFDT. Comme nous en avons déjà rendu compte dans nos colonnes, Jules Courmont était l'un des hopitaux les plus avancés dans la lutte. Face à la politique du ping pong pratiquée par le gouvernement et l'administration des hospices, l'UD CGT s'est déclarée prête (lors d'une conférence de presse à laquelle Rouge s'est vu refuser l'entrée) à proposer des mesures concrètes pour organiser la solidarité des travailleurs lyonnais.

Quand à la CFDT, constatant le très faible pourcentage de grévistes, le sabotage de la grève administrative par la CGT et l'impossibilité de l'unité syndicale, elle a décidé «de suspendre la grève adminis-

trative et la participation de ses militants à la grève totale, laissant aux sections d'hôpitaux le soin de monayer cette décision selon les réalités locales de chaque établissement ».

Dans ce contexte, la CFDT Jules Courmont a décidé de confirmer la grève administrative en même temps que trois de ses militants commenceraient la grève de la faim, voulant exprimer par là « leur refus d'être traités comme des esclaves ». Cette expression de révolte n'est pas conçue comme un substitut à l'action de masse, puisque l'hôpital reste en grève administrative et, de l'avis même des grévistes de la faim : « c'est elle qui est fondamentale dans le rapport de forces ».

Vu la situation d'ensemble, nous apportons notre soutien à ces camarades, mais nous pensons que cette initiative ne pourra débloquer la situation. S'il n'y a pas à court terme une mobilisation plus large sur les autres hôpitaux, cette décision risque de ne rester qu'un acte individuel de refus.

Correspondant

BNP ROUEN

DEUX DELEGUES EN REFERE

Aujourd'hui, débrayage de 24 heures dans les banques de Rouen. Deux délégués de la BNP Rouen, en grève depuis le 21 mai, sont assignés au tribunal des référés, ce matin 9 H 30. La direction tente par tous les moyens de démoréaliser les grévistes. Après avoir menacé des délégués et des militants syndicaux, elle vient d'assigner un délégué CGT et un délégué CFDT devant le tribunal des référés sous prétexte que la grève perturbe le bon fonctionnement de la suc-

ursale. Lundi matin, Georges Begot, secrétaire de la fédération CFDT est venu soutenir l'action des grévistes de Rouen. La direction s'est refusée à toute forme de négociation avec les travailleurs en lutte. Pour répondre à la provocation patronale, un débrayage aura lieu toute la journée dans les succursales de Rouen des différentes banques et les grévistes sont invités à se rendre massivement au tribunal pour montrer leur solidarité avec leurs camarades réprimés.

• Les travailleurs de « Confort-Mazout » à Castelnau sont en grève pour obtenir la réintégration de deux travailleurs licenciés qui étaient désignés dans les « coulisses » comme des meneurs, et des « incapables » avec plus de neuf ans d'ancienneté. Le tract de la section CFDT indique que les travailleurs se réunissent en AG tous les jours et annonce : « à la force dictatoriale de la direction, nous opposons notre force digne et ferme de travailleurs ».

Correspondant

Sept éducatrices du centre d'hébergement du Service social breton sont en grève contre le racisme de la direction et le licenciement d'une éducatrice stagiaire (Cf Rouge n° 74). La direction, après avoir fait expulser les grévistes du foyer par les flics, étend sa répression aux résidentes : 15 d'entre elles sont en voie d'expulsion pour avoir manifesté leur sympathie aux grévistes. Ce n'est pas tout : deux femmes de service sont menacées de licenciement si elles adressent la parole aux éducatrices en grève !

vie syndicale

Dans une interview à Tribune socialiste Michel Roland attaque violemment les minorités apparues au 37^e Congrès

Dans le dernier numéro de Tribune socialiste, hebdomadaire du PSU, Michel Roland, responsable du secteur action économique, emploi et formation de la CFDT, tire les leçons du dernier Congrès :

« La définition de ce qu'est aujourd'hui la majorité confédérale, explique-t-il notamment, a été précisée. Il faut noter qu'une minorité variable de l'ordre de 18 à 22 %, constituée principalement de militants des groupes soi-disant révolutionnaires, de militants assez spontanés ou sans tradition syndicale, a tenté, parfois avec succès, de donner au congrès une coloration très politique au sens partisan du mot. Ça s'est fait au détriment des problèmes concrets des travailleurs et quelquefois dans un langage incompréhensible. Mais ça a permis de se compter sur un certain nombre de thèses traditionnelles de ces groupes. »

Michel Roland a également mis en cause l'attitude des six organisations qui avaient signé une contribution pour le Congrès (Banques, Construction-bois, Hacutex, PTT, Santé, UR-Rhône-Alpes) :

« On peut se demander, dit-il, si nos camarades ont bien mesuré les conséquences du jeu qu'ils ont mené avec la petite minorité gauchiste (les 18 à 22 % NDLR) à certains moments dans le congrès. On peut regretter qu'à aucun moment ils ne se soient démarqués de ces groupes qui, dans le fond,

sont antisyndicaux, qui ne sont là que pour tenter d'utiliser l'organisation syndicale au service de leurs stratégies partisans. »

Michel Roland a également mis en cause la façon dont se déroulés les votes pour l'élection du Bureau national :

« Il y a eu de la part de certains camarades minoritaires une conception étrangement majoritaire de la confédération. Ils ont manifestement voté comme si le Bureau national devait être une instance « homogène » du point de vue de son orientation, alors que c'est une instance « représentative » de caractère fédéraliste de la centrale. Du coup, ils ont voté de manière homogène et probablement pour des listes bloquées, ils sont arrivés en tête. C'est une opération électorale dangereuse qui, par crainte ou conviction a consisté à ne voter que pour ses amis et non pas en fonction de la représentativité des organisations concernées. »

Enfin, interrogé par Y. Sparfel sur le rôle de la contribution au débat des six organisations, il affirme : « La méfiance quasi-viscérale manifestée par ce texte à l'égard des partis politiques de gauche, conduisait en fait à une sorte de repli anarcho-syndicaliste sur le syndicat comme porteur de toutes les transformations. C'est une sorte de retour en arrière de dix ans... Or les partis existent. Ils ont un rôle à jouer. »

RATP

LE PARADIS ARTIFICIEL

- Nous n'avons pas de penchant pour la tour
- Non à la tour qui engraisse les promoteurs et anémie les travailleurs

Ces mots d'ordre sont ceux des travailleurs des métros et des bus parisiens qui refusent d'être entassés dans un tour de 42 mètres de côté que la Régie projette de faire construire pour regrouper des services éparpillés dans Paris. L'originalité de la lutte de ces travailleurs est d'avoir dénoncé, dès le plan architectural connu, les conditions de travail qui allaient inmanquablement en découler.

Cette tour gigantesque et inhumaine pour ceux qui seraient amenés à y travailler est cependant insuffisante pour contenir l'ensemble des agents administratifs de la RATP. D'où : 500 départs pour la lointaine Marne La Vallée, la suppression de 1240 emplois, la vente des biens immobiliers actuels de la Régie, entraînait une spéculation immobilière que dénonce les agents concernés.

Mais dans cette « rationalisation » technocratique ce qu'ils refusent aussi, ce sont les conditions de travail dans les tours bureaux, que dénoncent à l'heure actuelle les travailleurs qui y ont fait l'expérience, tels ceux du Fonds d'action sociale de la tour « Paris-Lyon », rue de Bercy.

Le chaud et le froid

De ce projet qui coûtera la bagatelle de 16 milliards de centimes, les syndicats disent : en 70 nous aurions peut-être accepté, mais aujourd'hui nous avons l'expérience des tours de Bercy-Lyon, Montparnasse, etc et nous savons que ces « paradis » pour travailleurs, propres, modernes, fonctionnels ne sont en fait conçu que pour l'agrément du patronat : économie, surveillance accrue, etc. La CFDT-RATP a publié en février une plaquette dénonçant concrètement ces problèmes :

La climatisation, 40 % des travailleurs s'en plaignent : déshydratation, difficultés de respiration,

grands écarts de température. Dans certains bureaux, il fait 35° en été, dans celui d'à côté il faut des vêtements de laine. 35 % des agents ont subi des maux de gorge, angines et rhumes sont très fréquents. Le recyclage de l'air vicié c'est aussi celui des bactéries. Peut-être nécessaire à New-York, l'air conditionné est-il bien adapté sous nos climats, demande le syndicat CFDT ? Les travailleurs ne préféreraient-ils pas choisir la température qu'ils désirent et pouvoir ouvrir la fenêtre de temps en temps ?

Des lunettes teintées

La lumière artificielle en permanence qu'impose une tour de 42 mètres de côté a déjà fait ses preuves : 70 % des employés des tours similaires se plaignent d'une baisse de la vue et d'une fatigue oculaire importante, surtout en fin de journée. Nombre d'entre eux ont dû porter des lunettes pour la première fois, des verres teintés et filtrants ou suivre des traitements pour les yeux.

Ciel, des plantes !

Les bureaux-paysages : cette merveille qui allait résoudre les problèmes d'environnement, crée un climat et détendre l'ambiance sont déjà condamnés en Allemagne et en Suède où les travailleurs, à la recherche d'un peu d'intimité et d'isolement ont demandé à avoir des bureaux séparés par des cloisons hautes.

En effet, les bureaux-paysages, cela signifie une immense surface, avec cer-

tes des plantes, par ci, par là, mais un endroit où travaillent, répondent au téléphone, tapent et doivent se concentrer jusqu'à plus de 140 personnes. Il en découle un bruit de fond incessant, avec maux de têtes, une atmosphère déprimante, confinée une impression de surpopulation, une tension nerveuse constante et la difficulté à se concentrer sur son travail. Mais par contre quelle économie, quelle facilité de surveillance, 3000 travailleurs tous ensemble, une petite ville dans une tour, tout simplement !

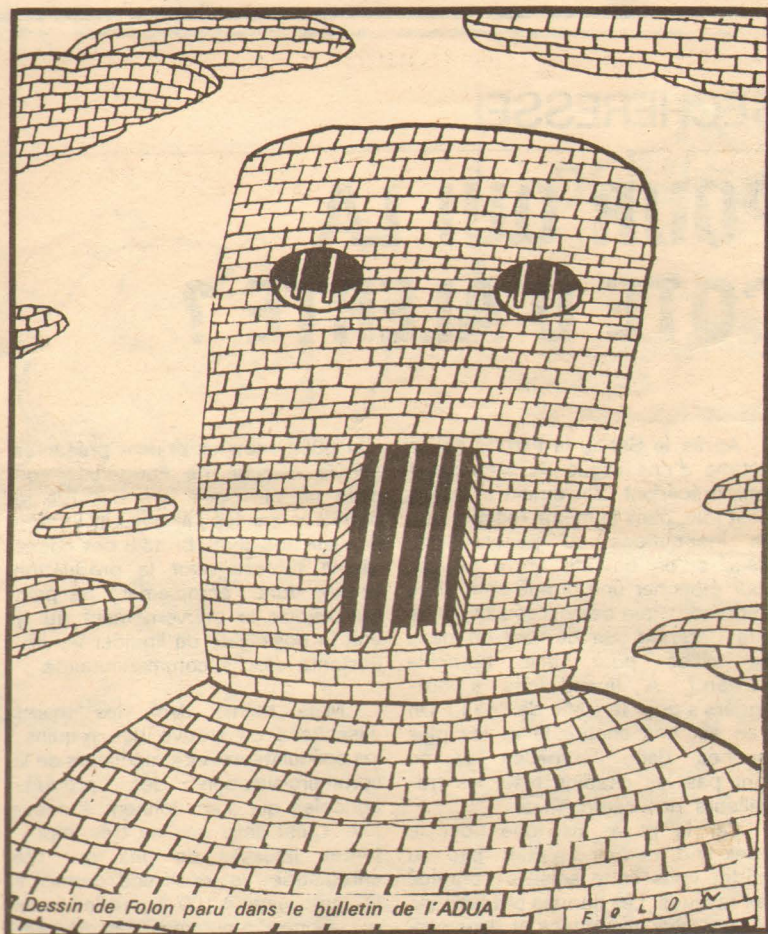
Une solution « humaine »

Au fond, explique la CFDT dans sa brochure « La tour ? Non ! » « le bureau-paysage n'est ce pas l'équivalent de la salle commune des hôpitaux ? »

Mais les travailleurs sont conscients de la nécessité d'un certain regroupement « humainement » rationnel et qui ait leur approbation avant d'être mis en chantier. Ils proposent de plus petites unités, environ 1000 travailleurs seulement, avec des bureaux classiques, des fenêtres, des possibilités de vie avec les autres et non juxtaposés entre deux plantes vertes. C'est pourquoi ils se sont opposés au projet de construction lui-même car « mieux vaut prévenir que guérir ». Après, c'était trop tard et ils n'auraient pu obtenir que des aménagements de détail, au mieux.

Tous ces inconvénients des tours, la médecine du travail ne les nie pas, au contraire, elle les connaît bien maintenant et elle a une solution à elle : les travailleurs n'ont qu'à s'y adapter. Le propre de l'homme, c'est de s'adapter à la technocratie. Il suffit d'y penser ! Et c'est bien là l'avenir que nous prépare la bourgeoisie !

Sophie Genest



Dessin de Folon paru dans le bulletin de l'ADUA

A bas les tours !

Une assemblée générale du personnel de la tour Paris-Lyon, soutenu par les sections syndicales des autres tours, est convoquée pour dénoncer les conditions de vie inacceptables dues à

une climatisation défectueuse (en un mois et demi, deux moteurs ont explosé). La presse est invitée, mardi 15 à 10 h, au 209/211, rue de Bercy, hall de la tour.

Section CFDT FAS

Communiqué de l'ensemble du personnel du fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.

« Tour Paris-Lyon » 209, 211, rue de Bercy, Paris 12^e

Le personnel du FAS soutient l'ensemble des travailleurs de la RATP qui refusent d'entrer dans une tour à construire dans le complexe de la Rapée.

En effet, mieux vaut prévenir que guérir : depuis un mois et demi que le personnel du FAS est installé dans la Tour Paris-Lyon, il a dû subir :

- des écarts extrêmes de température (35° dans certains bureaux alors que dans d'autres il faut porter des vêtements de laine) ;
- une déshydratation permanente dans les bureaux (chauds et froids) ;
- un manque d'aération causé par un mauvais fonctionnement de l'installation de climatisation ;

L'ensemble de ces anomalies a entraîné diverses atteintes graves à la santé des travailleurs : maux de tête permanents, grande fatigue, troubles des yeux, évanouissements, cycles des règles perturbés, etc...

A la sortie du travail, il faut un temps de réadaptation pour se réinsérer dans la ville et dans les conditions atmosphériques extérieures.

(...)C'est pourquoi, le personnel du F.A.S. a imposé : la livraison de boissons à la charge du patron et la sortie anticipée à 17 h au lieu de 18 h (...)

Aux Magasins réunis (Etoile)

« Et si le chef du personnel était élu par les travailleurs... »

Il est 9 heures du matin. Les premiers travailleurs, assis dans le petit bar avoisinant les Magasins Réunis, consultent la presse du matin : ils n'ont jamais lu autant de journaux, allant de *L'Humanité* à *Rouge*, en passant par le *Parisien Libéré* afin de voir si l'on parlait bien de leur lutte. Les discussions vont bon train. On se demande comment va se passer la journée pour les négociations avec le patron, va-t-il céder ? Les portes s'ouvrent. Une AG commence sur les marches du grand escalier central devant ceux qui travaillent. Les premiers clients reçoivent un tract distribué par les travailleurs et leur apportent leur soutien financier pour quelques uns d'entre eux.

Occupant le rayon « plein air » une illusion de campagne verdoyante et de liberté plane dans l'esprit de chacun. Mais comment vivent-ils leur lutte ? « C'est plus fatigant de faire grève que de travailler » nous dit une employée, à cause de la chaleur étouffante, de la fatigue nerveuse et surtout de voir ceux qui ne sont pas des leurs continuer à travailler, donc à faire tourner le

magasin. Pourtant ce ne sont pas ces derniers qui totalisent le plus d'ancienneté dans la maison. En effet de nombreuses femmes ont entre 15 et 30 ans de métier et c'est la première fois qu'elles font grève : « Avant mon chef me tenait en considération, maintenant c'est fini et je m'en fous ! »

Ils se découvrent mutuellement, soit en jouant aux cartes, soit en échangeant leur expérience de vie quotidienne et en l'exprimant à partir des dessins, des récits qu'ils ont affichés sur les murs du magasin, ou en se regroupant pour la confection d'une petite robe pour enfant.

Cette lutte, pour certaines, transforment la vision qu'ils avaient auparavant des autres. Ainsi ce menuisier parlant de son voisin : « avant je ne pouvais le supporter, maintenant nous sommes devenus des amis ». Envisageant déjà de nouvelles conditions de travail, il rajoute : « le chef du personnel devrait être élu par les employés et rééligible tous les ans » Mais à aucun moment, ils n'oublient la réalité de leur lutte. Certains prennent conscience qu'il faut se donner les moyens de vaincre : aller

discuter avec ceux qui travaillent, populariser leur lutte auprès des gens du quartier en allant sur les marchés, en informant la clientèle par des affiches sur les vitrines, par la mise en place de piquets de grève, par le lancement d'une campagne de soutien vers les organisations politiques, et en faisant de l'occupation un immense forum de discussion.

Même dans des conditions sociales difficiles, ils sont prêts à poursuivre leur lutte, comme celle-ci qui touche 1450 F par mois, qui paie un loyer de 400 F et qui vit seule avec un enfant à charge.

Il est près de six heures du soir ; les premiers rentrent chez eux. La journée fut longue et les négociations avec le patron n'ont débouché sur rien. Une des travailleuses dans la rue continue à discuter avec celles qui hésitent. Elle me dit : « j'ai retrouvé mes vingt ans, mon fils sera fier de moi. Quand on commence quelque chose, on va jusqu'au bout » Mardi, elle sera la première à pousser les autres à continuer.

Correspondant 17ème.

TRIBUNE des luttes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis bientôt deux mois, le personnel du Service de gériatrie de l'hôpital de Saint-Germain-en-LAYE (pavillon Nivard) se mobilise avec le soutien des syndicats CFDT, CGT afin de faire face au manque de personnel.

Un calcul a permis de démontrer que, pour faire face aux besoins essentiels du service, il manquait une dizaine de personnes à l'effectif théorique (et cela sans compter le personnel manquant pour arrêter de maladie ou maternité et non remplacé).

Cette situation entraîne deux sortes de problèmes pour les personnes âgées hospitalisées :

— problème d'hygiène mettant en cause leur confort (bains et shampooings par exemple).

— problèmes de relation, le peu de temps dont dispose le personnel pour assurer l'ensemble des soins ne leur permet pas toujours d'être disponible pour écouter les pensionnaires.

Pour le personnel des conditions de travail éprouvantes.

Face à la mobilisation des travailleurs, lors d'une réunion de travail pour étudier les problèmes, la direction propose :

— l'intervention d'un travailleur d'une entreprise privée d'entretien (1 h 1/2 par jour afin de faire quelques courses).

— l'aide de la coiffeuse de l'hôpital pour les shampooings.

— le remplacement des congés de maladie et de maternité.

Les syndicats CFDT, CGT de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye s'élèvent contre l'attitude de la direction qui, pour répondre à un manque criant de personnel ne propose que des « brouillilles ».

St Germain, le 9 juin 1976

SECHERESSE

POUR QUI LA COTE D'ALERTE ?

Après le Sahel, la France est la victime d'une vague de sécheresse sans précédent. Seulement le Sahel, c'est loin, dans le même registre que les inondations au Bengla-Desh. Mais, si en ouvrant votre robinet pour éteindre une bonne soif, vous n'entendez que des gargouillis, là ce sera différent. Se battra-t-on dans les villes pour une bouteille d'Evian ? A quand des « boot-leggers » pour le trafic de l'eau ? On n'en est pas encore là et les plus touchés, dans l'immédiat, ce ne sont pas les citadins mais les travailleurs des campagnes.

Car la pluie, attendue pour le week-end dernier, n'était pas au rendez-vous et le soleil a continué ses ravages. Les nappes phréatiques ne sont plus alimentées et dans certaines régions cela posera vite de graves problèmes (dans l'Ouest en particulier), d'autant que ce seront les consommateurs (les travailleurs) qui en feront les premiers frais, comme en témoigne déjà les décisions du Préfet d'Ille-et-Vilaine qui entend prendre des mesures de restriction (pour les industriels aussi, monsieur le Préfet ?). Dans le même temps, le débit des rivières se ralentit augmentant considérablement les risques de pollution.

Et surtout les récoltes sont d'ores et déjà compromises : il y aura moins de trois millions de tonnes de betteraves alors que l'on en attendait trois millions six cent mille ; vingt millions de quintaux de blé sont désormais perdus. Ce qui entrainera une chute du revenu agricole. Les aliments du bétail seront également touchés (or les cours du foin et des ferrals déshydratés avaient déjà doublé depuis l'année dernière). D'où un bradage du cheptel : vendredi der-

nier 6000 animaux étaient présentés sur le marché de Fougères ; soit mille de plus que lors des quatre dernières années : le résultat va être là aussi une chute brutale des cours. Même tableau pour la production laitière dont l'écroulement ne peut que réjouir le gouvernement qui y voit la possibilité de liquider les importants stocks communautaires.

Mais même dans les mares asséchées on trouve des requins : les spéculateurs, intermédiaires de la commercialisation des produits agricoles qui s'en donnent à cœur joie. C'est ainsi que de très importantes hausses de prix ont été enregistrées le week-end dernier à Rungis : jusqu'à 100 % sur les fruits qui, a priori, n'auraient pas dû souffrir de la sécheresse.

Ces beaux messieurs vont s'efforcer de profiter au maximum du climat de panique et de l'entretenir. Et on peut être sûr, que le gouvernement ne fera pas grand chose pour combattre ces mandrins vus les liens qui existent entre eux et les députés de la majorité présidentielle. Hausse spéculative des cours des produits agricoles et chute des revenus des travailleurs de la terre donc ; comme le déclare le MODEF : « le gouvernement n'est pas fâché du sérieux bénéfice qu'il peut tirer de la sécheresse pour l'accomplissement de toute sa politique anti-paysanne ».

S'il n'est pas encore certain que la sécheresse soit liée automatiquement à l'organisation capitaliste de la production et du cadre de vie (il y a cependant là un important débat sur lequel nous reviendrons) ses conséquences, elle en sont directement le fruit.

Joseph Cabrol



Fruits

LE GRAND GACHIS

Le soleil abondant a provoqué un mûrissement précoce des fruits ainsi qu'une très bonne récolte que ni les insectes ni la grêle ne sont venus inquiéter. C'est pourquoi le porte-parole du gouvernement a dit à l'issue du précédent conseil des ministres : « Permettez-moi de vous inviter à manger beaucoup de fruits ». Particulièrement des cerises dont la récolte est surabondante. Surabondante, pour qui ? Les consommateurs qui trouvent des cerises françaises à 6, 8 ou 10 francs sur tous les marchés ne l'ont pas remarqué... Pourtant, c'est 1 franc 40 que ces cerises sont payées aux producteurs, à cause de la concurrence des cerises italiennes qui rentrent à ce prix en France (toujours la loi de l'offre et la demande !). 1 franc 40, c'est moins que ce que dépensent les producteurs pour la récolte. C'est pourquoi, si la récolte est effectivement abondante, les fruits par contre, restent sur les arbres du Rhône aux Pyrénées et dans tout le midi... Cela, Rossi a oublié de le préciser...

Il s'agit donc du gachis le plus considérable depuis des années. Quand on sait que beaucoup d'abricots et de pêches vont être détruits dans les prochains jours pour « ne pas faire tomber les prix » et que pour mémoire 396 951 tonnes de pommes de l'année 75 ont été détruites, de la récolte jusqu'en mai 76, on aura un tableau complet de la démagogie du gouvernement.

A QUOI ET A QUI SERT LE TRAVAIL SOCIAL

par J. F. Vilar

4/ LA FIN DU SECTEUR SOCIAL

« Non au travail social au service du capital », « A bas le travail social flic »... dans plus d'une manifestation on a vu fleurir ces mots d'ordre. Ils expriment la salubre défiance d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs sociaux à l'égard de la fonction qu'on cherche en permanence à leur faire assumer. Cette défiance, alimentée par des conditions matérielles extrêmement précaires, est devenue quasi structurelle dans les centres de formation de travailleurs sociaux.

Cherchant à mettre le secteur social au pas, c'est dans les centres de formations que le pouvoir s'attache en premier lieu à faire régner son ordre. Là se fait le premier écrémage, parmi ces travailleurs en formation pour la plupart issus d'une petite-bourgeoisie que rebute le cursus universitaire, des éléments issus de la classe ouvrière aussi, et qui voient là matière à promotion sociale. S'occupant de « marginaux » et de « déviants » on peut avoir le sentiment de choisir une profession elle-même un peu « à part » échappant partiellement aux contraintes. La chute vient vite, comme on l'a vu. Reste que le « mai » des travailleurs sociaux a eu lieu tard, et inégalement. Bien des illusions traînent encore, y compris parmi les éléments les plus combattifs. Un « bon » travail social, qui jouerait habilement, de toutes les contradictions du système, qui gommerait la répression et développerait l'entraide... Est-ce vraiment impossible ? Et puis : ces mar-

ginaux, ces inadaptés, n'y en aura-t-il pas toujours ? Les dévies et les psychotiques, sous le socialisme, comment s'en occupera-t-on ?

Désespérer ?

Le développement de la syndicalisation est un acquis des luttes de ces dernières années. Mais la lutte syndicale ne permet pas de répondre aux sollicitations au jour le jour, à la souffrance des gosses, au désespoir et à la misère des familles. Sur le terrain, les beaux discours ne suffisent pas. Faut-il renoncer aux « solutions » à court terme permises parfois par une conception un peu habile, un peu audacieuse du travail social ? Nombre d'équipes s'y risquent, tels les camarades de Prévention de Nantes, ou l'équipe des Buissonnets de Marseille. Si la répression tranche souvent dans les faits, elle ne doit pas servir à évacuer un débat sur le fond.

Il n'y a pas de « bon » travail

social. Au mieux il s'agit de limiter les dégâts. La répression de certaines couches de la population naît au moment même où la bourgeoisie, classe ascendante, impose son ordre, son hégémonie sociale et politique. Michel Foucault a largement analysé le terrain sur lequel naît et se développe le secteur social dans ses multiples composantes : celui de l'enfermement et de l'exclusion. Ce secteur ne dépérira qu'une fois démantelé l'ensemble des mécanismes par lesquels la bourgeoisie impose son hégémonie. Rien ne se fera mécaniquement. Les trois siècles de mise à l'écart partielle ou totale des populations non-conformes pèsent et pèseront lourd.

Alors ? Quitter le secteur, désespérer de la lutte quotidienne sur le plan idéologique, renvoyer les grandes mesures aux lendemains lumineux du Grand soir ? C'est trop facile, inopérant bien sûr, et en fait moins radical qu'il n'y paraît. Le secteur social pose un problème qui ne se règlera pas à coups de départs individuels, ou de dénonciations abstraites. Autrement dit, les conditions de sa liquidation sont à poser dès maintenant.

Un mythe

Chaque fois qu'à une assistance individuelle, paternaliste et aliénante, se substitue l'organisation d'une lutte collective, si possible menée en commun avec des associations locales (comités de locataires, de chômeurs, Unions syndicales, etc...)

Chaque fois qu'est battue en brèche une compréhension psychologisante

des « déviations » et des « inadaptations » et que ces dernières sont restituées dans ce qui les fonde socialement ; à chaque fois que des « assistés » prennent en charge eux-mêmes la lutte contre le statut qui leur est fait ; chaque fois que ces luttes permettent que travailleurs sociaux et « clients » se retrouvent au coude à coude, en tant que travailleurs solidaires, car luttant contre une même oppression, des points sont marqués, des jalons posés. Toutes les expériences qui vont dans ce sens doivent être encouragées, même si, c'est inévitable, elles sont hésitantes et empiriques. Aucune n'apporte de solutions définitives. Beaucoup trouvent une place dans une lutte d'ensemble.

De nombreuses sections syndicales ont compris ce problème qui lors d'un conflit, ou même dans le cadre des préoccupations courantes, sollicitent les familles et les jeunes, leur soumettent leurs problèmes, organisent des débats communs. Le mythe du travailleur social tout puissant, investi d'un pouvoir écrasant s'écroule alors. Il ne reste plus que des travailleurs qui, ensemble, cherchent des solutions à des problèmes communs.

La lutte contre le secteur social ne se démarque donc en rien d'une lutte d'émancipation plus globale contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. A l'heure où s'organise systématiquement le quadrillage des populations, où les comportements non conformes font l'objet de campagnes hystériques, où les opposants politiques sont volontiers assimilés à des délinquants, elle prend simplement une importance particulière.

FIN

A propos de la page « fête » de Rouge

VIVE RIPOSTE D'UN MILITANT DE LUTTE OUVRIERE

Visiblement Joseph Krasny est venu avec l'intention de chercher de quoi conforter son image de LO (ouvriériste, puritaine, apolitique, s'adaptant aux préjugés des ouvriers les moins avancés). Etant extérieur à la fête, il lui était difficile de ne point s'enrayer. Que peut-il y trouver, lui, l'homme d'avant-garde ? Des informations politiques ? Non il connaît toutes les chansons. Spectacle, bouffe, jeux : affreuse consommation, cloisonnement, aliénation... L'énumération « d'aspects choquants » qu'il fait montre sa mauvaise foi ou son incompétence.

Entre autre, au moment où tant de groupes d'extrême-gauche résistent mal aux sirènes de l'Union de la Gauche, dénoncer celle-ci avec vigueur devant un large public populaire (comment ?) comme l'a fait Arlette Laguiller aux meetings de dimanche et lundi est un événement politique au sens plein... dont les lecteurs de Rouge n'auront rien su. Pour savoir cela il faut lire la presse bourgeoise.

Par contre, on aura droit à des dissertations ennuyeuses sur la fête que certains (qui ?) auraient renouvelées. On a lu dans Libération ces mêmes critiques. Ils ont fait leur fête. On a vu ce que c'était. Après la fête de Rouge, on s'attendait à plus de modestie...

Mais où est l'essentiel ? Peut-on espérer changer la société sur quelques hectares pendant quelques jours comme semblent le souhaiter certains rédacteurs de Rouge ? Non ce qui est subversif, prometteur pour l'avenir c'est que la LCR ou LO soient capables de rassembler des dizaines de milliers de personnes pas uniquement sur la base d'un programme artistique ou sur celle de l'air pur de la forêt. On rassemble ces foules par un effort qui dépend du rayonnement des militants et donc de leurs idées... Je conseille donc à JK et AB (les rédacteurs de la page « fête » dans Rouge) de faire leurs preuves et d'amener personnellement beaucoup de gens à leur fête.

Yves

PUNIR SANS SURVEILLER (l'affaire de l'espéidou)



DU COTE DU MASSIF CENTRAL

● Larzac : la fin d'un mythe mais de nouvelles perspectives de lutte

Le pouvoir n'en a pas fini avec le Larzac. Depuis quelques semaines, on assiste à une certaine remobilisation des comités de soutien aux paysans du plateau dans la région, et de nouvelles perspectives d'action pour l'été apparaissent. Un rassemblement des millavois est prévu pour l'été sur le plateau dont le mot d'ordre sera : « Pas un pouce de terre pour l'armée ». D'autres initiatives sont actuellement en discussion.

Il faut bien reconnaître que la lutte a connu des hauts et des bas depuis quelques mois. En mars, le conseil d'Etat a confirmé la validité du décret d'utilité publique permettant de réaliser l'extension du camp. Et le sous-Préfet de Millau déclare aux représentants des organisations en lutte sur le plateau que le gouvernement accorde un délai de six semaines pour régler à l'amiable le problème du Larzac. Mais il n'avance aucune proposition et n'offre aucune garantie. A l'évidence, il s'agissait donc d'une manœuvre de division du pouvoir.

Il n'empêche que ces manœuvres ont réussi en partie à mettre à mal l'unité des paysans du plateau. Certains, dont l'équipe dirigeante, se sont montrés prêts à engager des négociations dans certaines conditions. Ce n'est sans doute pas pour rien que ces mêmes dirigeants sont les patrons des exploitations les plus importantes, liés à la société de Roquefort et à la FDSEA.

La masse des paysans est restée suiviste par rapport à cette direction. Seule une minorité (assez forte) a maintenu des positions fermes et refusé toute négociation et abandon du terrain.

Si bien que l'armée étant parvenue à acheter un certain nombre de terres, l'incertitude s'est mise à régner sur le plateau et les négociations sont apparues comme la seule perspective sérieuse à la plupart des paysans. En tout cas, aujourd'hui, l'unité des « 103 » (paysans menacés d'expropriation) apparaît de plus en plus mise à mal par des



dissensions qui recouvrent des clivages de classe.

Nouveau départ

C'est donc sur de nouvelles bases que doit aujourd'hui se reconstituer une solidarité puissante et agissante. A Millau, le comité de soutien a été le lieu d'un affrontement politique entre le PS et l'extrême-gauche. Il est boycotté par le PC

et la CGT. Mais on voit se dessiner l'embryon d'une stratégie d'alliance entre la « gauche » des paysans et le prolétariat millavois, stratégie dont le comité s'est fait le vecteur. L'hégémonie du PS et de la ligne défendue par les notables a pu être rompue lors des tentatives de négociations qu'ils soutenaient. L'extrême-gauche a avancé de nouvelles perspectives de mobilisation qui lui ont valu un grand crédit dans le comité. Les mobilisations de l'été doivent permettre

aux paysans les plus combattifs et aux résidents du plateau de s'appuyer sur la population de Millau pour intervenir efficacement dans la lutte. A Millau qui connaît 250 départs de jeunes par an et 2 000 chômeurs pour 20 000 habitants... C'est au prix de cette alliance que le Larzac ne sera pas à vendre et la région millavoise mise aux enchères du tourisme estival.

Correspondant
Millau.

● Muret : un autodrome fou, fou, fou...

110 hectares enlevés à l'agriculture pour construire un centre mécanico-sportif de taille européenne, voire mondiale. Avec pour plus beau fleuron un circuit de vitesse pour automobiles de Formule 1 dessiné par Beltoise soi-même ! Mieux que Daytona en Floride, claironne la Dépêche du Midi. Pour faire avaler ce projet aux contestataires de l'automobile et surtout pour arracher des subventions aux pouvoirs publics, on construirait à côté du circuit, un ensemble de loisirs de l'an 2000 à prétentions sociales. Un plan d'eau de 28 hectares pour le ski nautique, des terrains de tennis, une enceinte géante pour spectacles de pop-music, etc... On ne nous refuse rien !

Soixante notabilités avec à leur tête le super préfet Tony Roche ont joyeusement festoyé le 26 mai pour donner le « coup d'envoi administratif » de la chose. La population, elle, n'a pas été consultée. Les cinquantes personnes qui vivent sur ces terres n'ont pas été informées, pas plus que les riverains qui, 5 km à la ronde, supporteront le bruit des 20 journées prévues de manifestation annuelles, avec des foules allant jusqu'à plus de 100 000 personnes, tandis que sur les 345 journées restantes les pistes seront ouvertes à des essais non moins bruyants.

Le Maire de Muret, ex-député battu par le PS aux dernières législatives, sent le vent tourner contre la majorité et entend faire de ce projet son meilleur argument pour les municipales. Aussi plaide-t-il contre toute raison, semblant compter sur la folie même des besoins automobiles, tels

qu'ils ont été créés par le capitalisme et la publicité.

Plus un projet est nocif, démentiel, indéfendable, plus on observe une double démarche. D'une part, une publicité tapageuse, un lancement officiel largement répercuté par les journaux et la télé, un bluff savamment distillé. D'autre part le secret, aucune information sûre sur le coût, sur les échéances et les incidences sur le budget, les contribuables, etc. On fait croire que c'est l'aubaine à saisir pour Muret et la région. Nous dormions et voilà que vingt villes nous disputaient l'honneur et le prestige d'une telle réalisation ! Avec ses 19.000 habitants qui n'ont ni crèche, ni transports collectifs, ni maison de la culture, voilà Muret gagnant au hit-parade des besoins de l'an 2000...

Derrière la parade des officiels et des médias, c'est la vie de toute une population qui est menacée. En réalité, l'opération est à la fois financière et politique, comme d'habitude. La Banque Rothschild ne serait pas loin. La société commerciale qui exploitera l'affaire ne prend que des risques calculés. En effet, le mécanisme serait le suivant : le maire passe contrat avec la SETOMIP pour acheter le terrain et construire les bâtiments. Les terrains et bâtiments seront ensuite loués à la SEMU, qui retirera les bénéfices s'il y en a. Au cas où ça ne marche pas, les contribuables paieront les intérêts et les frais d'entretien.

L'opposition au projet se dessine. Des habitants d'Ox, un quartier de Muret, ont organisé vendredi une première réunion, trois mille tracts ont été

distribués, des contacts pris. Il faut réagir maintenant contre ce projet qui ne répond aucunement à une politique des loisirs, mais recouvre de basses manœuvres aboutissant à chasser des

agriculteurs, démolir le cadre de vie, vider les poches des contribuables au profit des banques.

Correspondant

● Naussac : journée Lozère morte !

La lutte contre la construction d'un barrage réservoir, dans la vallée de Naussac, en Lozère, se développe (voir Rouge du Vendredi 16 avril). Outre la perspective d'une grande marche-rassemblement dans la vallée les 7 et 8 août prochains, différentes réunions tenues ce dernier week-end ont permis de définir d'autres initiatives. Notamment l'organisation d'une journée Lozère morte qui aurait pour but de protester de manière spectaculaire contre la politique actuelle qui maintient la Lozère dans son statut de « département le plus pauvre de France ». Quant au barrage son « utilité publique » proclamée est une sinistre plaisanterie puisque l'effet le plus immédiat de sa construction serait une désertification de toute la vallée.

Les paysans, regroupés dans un comité de défense de la vallée ont déjà pris de nombreux contacts, avec les organisations syndicales et politiques, et avec les comités et les paysans du Larzac tout proche.

L'UD-CGT qui assistait à une des réunions du week-end a émis des réserves. D'abord sur la présence des « gauchistes » dans les initiatives de soutien, ensuite sur le caractère « folklorique » des rassemblements prévus. Elle aurait tendance à renvoyer la solution du problème de la vallée de Naussac aux beaux jours où les partis de la gauche unie siègeront au gouvernement. Une réunion est prévue, le 10 juillet qui permettra de connaître les positions définitives.

En revanche, l'unité d'action, les initiatives communes ne posent aucun problème avec les paysans du Larzac et leurs comités de soutien.

La lutte des paysans de Naussac a déjà rompu le mur du silence. Les prochaines initiatives peuvent lui donner un retentissement national, Naussac devenant un des points forts de la lutte contre l'exode, les expropriations, la désertification.

Correspondant

les temps modernes

LE PROCES DU CLAMPIN

Le « Clampin libéré » journal de contre-information lillois passait en procès pour diffamation, attaqué par le directeur du centre hospitalier de Lille... Tiré à 6 000, vendu à 4 000 avec 8 000 lecteurs réguliers, le « Clampin » s'est vite fait des ennemis. Ceux-là cherchent à se venger : mais l'affaire est loin d'être claire, la première séance a été suspendue très vite et le procès reporté « sine die ».

● Les assises nationales des non-titulaires auront lieu à Vincennes, le dimanche 20 juin, de 14 h à 20 h, à l'initiative du mouvement des non-titulaires en lutte et du comité de coordination nationale des vacataires du supérieur soutenu par le CGEN-CFDT de l'académie de Créteil, l'Ecole Emancipée et la tendance révolutionnaire des CET. Au programme de la journée : Assemblée générale de présentation des différentes mouvements régionaux et par secteur ; commissions de travail par thèmes (conséquences de la réforme Haby, perspectives, chômage et luttes ouvrières) et par niveaux (primaires, secondaire, supérieur, non enseignants), à 18 h A.G. de bilan.

Les villes de province ayant une expérience de lutte sont appelées à contacter la permanence : tel 336-25-25, poste 56-58 A Jussieu, tour centrale, bureau 412.



Rectificatif : les groupes femmes contre le viol, réunion ce soir.

C'est ce soir, mardi, que les groupes femmes se réuniront pour discuter de la forme de leur participation à la journée du 26 juin contre le viol.

Rendez-vous à 19h30, rue Guy de la Brosse, métro Jussieu.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

On s'excuse pour tous ceux qui aiment : notre grand feuilleton « Une jeunesse au crématoire » s'est momentanément égaré. Il ressurgira, n'en doutons pas, demain. Tant pis pour ceux qui n'aiment pas.

MARSEILLE EN FÊTE?



• Le yachtman Defferre met le cap sur les municipales à bord d'un vaisseau nommé culture

Du début avril à la mi-juin, sur les bus et les panneaux publicitaires, un clown en forme de guitare invite les marseillais à participer à l'opération « Marseille en fête » financée par la municipalité. D'après le *Provençal* (propriétaire G. Defferre) le but est de suivre « l'idée motrice du député maire qui consiste à améliorer la qualité de la vie de toutes les couches de la population marseillaise en décentralisant l'animation, les spectacles et la culture. »

Programme ambitieux pour une municipalité plus soucieuse généralement de réalisations utiles pour la bourgeoisie locale que des

programmes sociaux (les transports en commun les plus chers de France).

Comme le précisait des membres du « mini-théâtre », maître d'œuvre de l'opération « d'autres tentatives d'animation de quartiers existent mais jamais nulle part à une telle échelle » puisque le programme prévoyait sept fêtes (quatre au niveau de quartiers, deux sur un grand secteur et une pendant deux jours dans le centre ville, « mai au mini 76 »), dix représentations théâtrales d'arrondissement et des scéances d'éveil à la musique au niveau scolaire. Vu la situation de tension préélectorale dans la ville entre PC et

PS, en décidant le financement de cette manifestation d'une telle ampleur (plus de 100 millions d'anciens) la majorité socialiste voulait en faire une opération « préélectorale ». Le PC ne s'y est pas trompé qui a délégué à une de ces fêtes six représentants municipaux (pas un de moins).

Echec ou réussite ? Feux de paille électoral ou début d'une réelle animation culturelle ? Par les controverses qu'elle soulève cette initiative est riche d'enseignements. Essayons d'en faire le point.

L'agglomération marseillaise se caractérise, comme beaucoup de grandes villes par une activité culturelle très centralisée à un ou deux arrondissements. Aussi le choix géographique des fêtes de quartiers reflète une double préoccupation : celle, électorale, de la municipalité ; celle des organisateurs qui ont voulu profiter de l'occasion pour réaliser à grande échelle, une opération d'animation culturelle. Ces deux préoccupations ont convergé sur : deux fêtes sur le quartier nord ; zone industrielle à dominance PC mais où la poussée nationale du PS se fait sentir ; (une au parc Kallisté, ensemble d'HLM coïncé entre l'autoroute, deux hopitaux et le terminus des bus ; l'autre à la cité de Campagne l'Evêque qui jouxte les abattoirs et les huileries qui récemment ont fermé). Une fête à la rose (zone résidentielle petite bourgeoisie avec pavillons et jardins, traditionnellement PS mais lentement grignotée par un urbanisme concentrationnaire à fort pourcentage de travailleurs immigrés). Enfin à Pointe rouge, quartier sud populaire en pleine mutation puisque tendant à devenir un des nouveaux quartiers riches par incitation au déplacement d'un vieil électoral PS.

En bref une séparation nord-sud, sociale et politique, situation tellement figée jusqu'à ces dernières années, qu'elle en devenait un carcan que le PS et le PC essaient actuellement de faire sauter.

Un large éventail

L'ensemble des manifestations était conçu sur le même modèle : spectacles proprement dits (théâtre, musique, cinéma, saltimbanques) et action culturelle par des ateliers de peinture, de musique, de construction d'instruments etc. La programmation variait selon les fêtes mais le principe d'une dominante musicale avait été retenu. Un exemple : Campagne l'Evêque. Les spectacles musicaux alternaient avec des ateliers en plein-air. Si vous êtes insensibles aux exhibitions de karaté, suivies par un nombreux public, vous pouvez écouter des fanfares (Blagueballe) et des groupes de folk occitans ou encore suivre des

ateliers de poterie, de fabrication d'instruments, d'initiation à la musique électro-acoustique. Le programme se déroulant de 10 heures à 22 heures allait de la musique occitane jusqu'au free-jazz en passant par des cracheurs de feu ou la musique sud-américaine des « Pakahuara ». Des cotillons et des stands de maquillage étaient à la disposition de qui voulait (en fait essentiellement des enfants). Il faut remarquer qu'à l'opposé de ce que nous imposent les marchands de soupe qui cuisinent dans les studios « leur » musique populaire, les spectacles les plus appréciés par un public jeune ont été le théâtre de l'Olivier dont on avait déjà remarqué sa « Mme inflation » à la fête de « Griffet », la troupe « El Halaca » et sa musique maghrébine et Francesca Solleville, prestations qui confirment que des spectacles engagés, de qualité, peuvent avoir une réelle assise populaire.

A la Rose, Sartan voisinait avec la musique ancienne de Brescambille, des danses malgaches, les structures sonores de Baschet ou le folk provençal de Ottaviano, et le « mini théâtre » (Ah dieu ! que la guerre est jolie, la florentine) avec le théâtre du Beffroy (Au pays des fleurs) et le « midi rouge » du Théâtre à emporter. On ne peut tout citer, une page du canard n'y suffirait pas. Comme on le voit, l'accent est mis sur la diversité qui, d'après l'équipe du « mini théâtre », permet de montrer « que la fête populaire simple, dynamique et joyeuse n'exclue nullement les événements culturels complexes et élaborés du théâtre, de la musique et de la danse et force au choix puisqu'on ne peut tout voir ».

Ce large éventail s'est retrouvé à tous les niveaux de « Marseille en fête » et a connu son apogée pendant les deux jours de « mai au mini » où le très officiel Maréchal et son *Bourgeois gentilhomme* nouvelle mouture, voisinait avec le Corsica Circus. Mais un tel choix est-il possible pour les spectateurs ?

Choix culturel...

Pour M. Vincon, un des organisateurs, « il n'existe pas dans la population de revendications cul-

turelles » on doit donc contribuer à leur émergence. Mais comment ? En exportant une culture toute faite ou en se saisissant des désirs de travailleurs ? Les exemples abondent d'une coupure entre le conditionnement quotidien radiotélévisé et les « recherches » des travailleurs du spectacle que la société enferme dans « leur » ghetto culturel. La question n'est pas neuve mais le mélange des genres est en la matière une arme à double tranchant. Donner à voir une moto qui passe sur le corps d'un « fakir » allongé sur des tessons de bouteilles ou Roc et Nine, statues « vivantes » au corps peint en or, exaltation ambiguë du corps objet, « choses » à la limite de l'inanimé tendue vers une prétendue perfection esthétique, cela a-t-il le même sens que de participer à un récital de Colette Magny ?

La démarche initiale du « mini théâtre » était à notre avis plus intéressante. Elle consistait à installer une équipe pendant deux mois sur un quartier pour qu'elle s'y intègre et qu'il en sorte un canevas de fête, discuté ensuite avec la population. Travail nettement plus en profondeur, permettant une participation de la population et des travailleurs sociaux du quartier. Solution moins spectaculaire, mais au moins rentable sur le plan électoral, écartée, comme par hasard par la municipalité qui tient à bien gérer ses fonds.

Choix financier

Car parlons un peu chiffres. Tout est gratuit et l'ensemble revient à 100 millions. Sept par fête de quartier. On est loin de la réalité quotidienne. A Campagne l'Evêque, la maison pour tous ne reçoit au cours de l'année, aucune subvention d'animation. Les activités sont payantes, le téléphone demandé depuis cinq ans a été installé le samedi pour la fête, et enlevé le lundi. Mieux, le directeur régional des Foyers Léo-Lagrange va réduire le salaire d'une vingtaine de vacataires de 40 % pour payer les cotisations dues à l'URSSAF.

Alors, on se pose la question : pourquoi investir une pareille somme en une seule journée pour rester démuné toute l'année ? Louable préoc-

cupation que de vouloir rompre le ghetto culturel des banlieues ouvrières, mais est-ce un bon moyen ? Si, financièrement, l'animation ponctuelle et le travail régulier sont contradictoires, qui choisit ? Après la fête du parc Kallisté, des habitants de la cité ont demandé la création d'un atelier permanent de musique électro-acoustique. L'auront-ils ? Et qui financera ? Ceci confirme Vinçon et son équipe dans leur bataille pour un office municipal de la culture et des loisirs. Bataille gagnée ? Voire. Certes Defferre en a accepté le principe mais pas à n'importe quelle condition : composé des délégués municipaux aux affaires culturelles et de représentants d'associations choisies par la mairie ; on dit même que les organisations culturelles connues pour leurs liens avec le PCF n'y auraient qu'une voix consultative.

De la participation des syndicats et des travailleurs sociaux, il n'en est pas question.

Ou choix politique ?

Qui s'en étonnera quand, pour l'appareil du PS, les animateurs « Léo-Lagrange » ne sont pas des travailleurs comme les autres mais des sortes de curés civils, sans problèmes d'horaires et sans vie privée, toujours disponibles au public... et aux opérations de clientèle électorale. Car, pour ces notables, l'action culturelle se chiffre en voix : les habitants de la Rose ont attendu 7 mois les fonds pour le fonctionnement d'une piscine déjà construite, fonds que le conseiller municipal PS, L. Weygand, a « miraculeusement » obtenus, deux jours avant les cantonales.

Qui s'en étonnera quand on connaît le grand coup de balai que donnent les notables du PS pour nettoyer « leurs » associations de tous les éléments pas toujours dociles à l'orientation « socialiste » de l'équipe de Defferre. Qu'on en juge : en mars licenciement de cinq délégués CGT de l'IRFA, organisme de formation permanente géré par les foyers Léo-Lagrange et « Culture et Liberté », en mai, licenciement de l'ensemble du personnel ; en mars, sanctions contre un travailleurs municipal, militant CGT,

pour distribution de tracts ; enfin récemment, mise à pied d'un directeur de la Maison pour Tous des Aygalades, qualifié de « gauchiste ».

On peut alors prévoir que le vœu de l'équipe organisatrice, qui se situe « dans la perspective d'une action poursuivie au cours des mois et des années prochaines, avec une participation de plus en plus autonome des habitants concernés », ne devienne rapidement lettre morte.

Vive la fête... mais quelle fête ?

Selon les organisateurs, la participation a été importante (6000 personnes à « Mai au Mini ») et les habitants n'ont pas boudé les fêtes. Des gens auraient même suivi les différentes manifestations de semaine en semaines.

D'autre part, au niveau des « maisons pour tous », on commence à poser certaines questions gênantes sur la pauvreté des moyens « permanents ».

Alors, succès ? Peut-on dire que la participation ait été réelle, que la situation spectateur-consommateur ait changé ? Comme réponse, nous donnerons deux images : des gosses qui se maquillent façon clowns dans un stand et des adultes qui regardent l'œil brillant mais qui n'osent pas ; dans un atelier de peinture, une fillette dessine un bateau, le père regarde et, quand elle a fini : « il ne ressemble pas à un bateau, ton bateau, il lui manque un gouvernail »...

Il n'en reste pas moins que l'opération, aussi contradictoire soit-elle, valait d'être suivie. Certes, il y a un décalage important entre les préoccupations des animateurs et celles de la mairie de Marseille, et plus d'un y aurait sombré. Bien sûr, cette « réussite » sera utilisée au moment des municipales.

Evidemment, comme dans toute fête, on est en « liberté surveillée » puis chacun reprend le boulot.

Mais les réformistes savent bien qu'il est dangereux de donner des envies, car parfois les travailleurs vous prennent au mot et exigent beaucoup plus que vous n'êtes prêts à céder.

Correspondant Marseille

Dans l'objectif

PROVINCE AMIENS

● Un film de H. Sanders à la maison de la culture : *sous les pavés, la plage*. A 14 H 30, 18 H 30 et 21 H 00.

BOURG EN BRESSE

● Le théâtre à musique présente *Silly Wizard, groupe folk écossais d'Edimbourg*. 125, rue des bons enfants.

CAEN

● Dernière partie de la projection du film de Joris Ivens au cinéma Lux : *Comment Yukong déplaça les montagnes*. A 14 H 30 : Le cirque de Pékin et Shanghai. 19 H 30 : le village de pêcheurs et une histoire de ballon.

CLERMONT FERRAND

● A la cinémathèque « l'essai » une semaine avec Michel Piccoli : *pas en chair et en os, mais comme acteur*.

GRAND-QUEVILLY

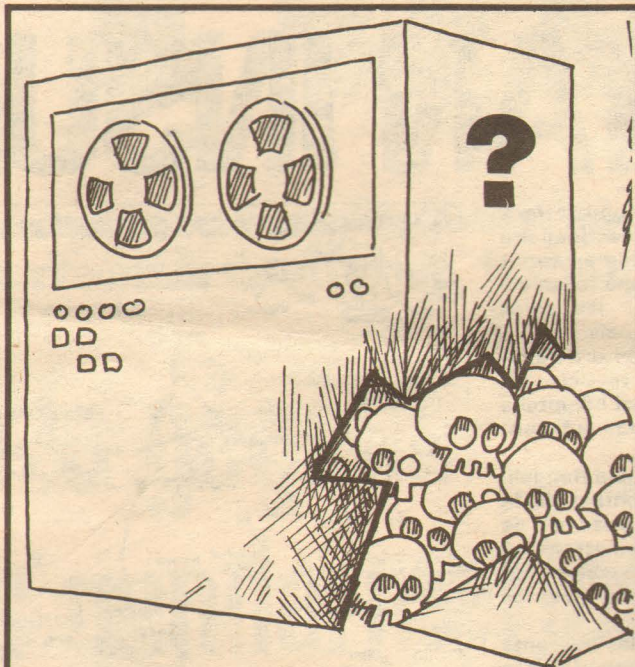
● Danse et jazz dans la rue. Avec les ballets de la cité et Claude Bernard au saxophone, Pierre Bastien à la contrebasse, Itaru Oki à la trompette. Des danseurs et des musiciens improviseront dans la rue de la ville du 15 au 19 juin, tous les jours entre 17 H 00 et 19 H 00. Aujourd'hui ils seont place du Québec.

GRENOBLE

● A 21 H 00 à la maison de la culture : *ensemble « Guillaume de Machaut »*. *Trouvères et troubadours, le sentiment reliex et l'amour courtois*.

LYON

● Dernière soirée pour assister à la projection des trois films de



UN STAGE DE LA RUBRIQUE

Ce week-end s'est tenu un stage de la rubrique culturelle. Il a réuni des collaborateurs, des militants de secteurs « culturels » (MJC, etc.) et des représentants de quelques villes de province. Soit au total une trentaine de camarades, cinq grandes villes. Une discussion fort longue. Deux thèmes à l'ordre du jour : « Littérature et révolution » et « Bilan et perspectives de la rubrique ».

Sydney Pollack au cinématographe : *On achève bien les chevaux* (18 H 00), *Jeremiah Johnson* (19 H 45), *Les trois jours du condor*.

MARTIGUES

● *Elise ou la vraie vie*, de Michel Drach (pendant la guerre d'Algérie). Cinéma le rix. 21 H 00

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

● Dernière projection du *Souçon* ce soir à 20 H 00 et 22 H 00, au studio de la commune.

● Notez surtout qu'au même théâtre de la commune, on donne deux représentations exceptionnelles d'*histoires de l'oncle Jacob*, de Jacques Kraemer. La première a eu lieu hier, la seconde aura lieu ce soir (20 H 30).

PARIS

● A la MJC « Théâtre des deux portes », un spectacle à 21 H 00 : *Phénoménal football*, par le Théâtre de l'unité. Pl : 10 F.

● A la librairie « l'oeil du futur », jusqu'au 22 juin, semaine *Philippe Druillet*. Il est avec Moebius l'un des plus importants dessinateurs de SF actuellement. Des planches originales, des affiches, des lithos et tous ses albums. A voir, à l'oeil, 36, rue des envergures 75020 Paris.

● a 20 H 45 à la Tanière (45, route de la glacière M^e Glacière) ciné club politique : « le cinéma par ceux qui luttent » (ciné journal : paysans du Larzac ; PTT en grève ; montage audio visuel : nous aurons satisfaction).

Sur la 2

UNE CULTURE ET UNE ALIENATION

Le pèlerinage de la Mecque est obligatoire pour les adultes de foi musulmane qui peuvent matériellement se permettre de l'accomplir. C'est l'un des préceptes du Coran. Il est néanmoins un peu réducteur d'aborder par le biais spectaculaire du pèlerinage le problème de l'influence du Coran sur les masses musulmanes. Le Coran est un livre révélé créateur de religion mais aussi de prescriptions qui, beaucoup plus nettement que dans la tradition biblique, régissent les domaines du droit, de l'économie, des relations sociales.

Au VII^{ème} siècle de l'ère chrétienne, en Arabie, le Coran fut révélé à Mahomet autant comme texte religieux que comme la constitution d'une cité politique et militaire, la période de la révélation fut en même temps celle de la transformation sous l'impulsion du prophète d'une société tribale et divisée en une communauté unifiée, puisque le Coran intègre les enseignements des religions révélées préexistantes, conquérante, hiérarchisée, capable de s'appropriier les richesses dont jusqu'alors elle n'était que la porteuse de l'océan indien à la méditerranée. Ainsi une partie importante du Coran est-elle destinée à réglementer les rapports économiques au sein de la communauté et vis-à-vis de l'extérieur : droit de la guerre, partage du butin etc...

Culture de l'expansion islamique, l'Islam fut aussi la culture de la résistance à la colonisation, mais aujourd'hui les choses ont changé. L'Islam n'a plus sur les masses la même influence qu'auparavant, en particulier après l'émergence de mouvements de libération nationale qui n'étaient plus la simple protection des communautés musulmanes contre l'envahissement des cultures étrangères imposées. Le pèlerinage de La Mecque révèle surtout aujourd'hui l'assise du pouvoir d'un régime comme le régime théocratique de l'Arabie saoudite. Un verset du Coran ne dit-il pas de respecter Dieu, le prophète, ceux qui maintiennent l'ordre. Le pèlerinage de La Mecque est toujours créateur de hiérarchie sociale.

Programme

TF 1

- 13.00 Journal
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Mille ans de civilisation Maya
La grande époque classique
- 21.35 Ces années-là : 1962
Michel Droit poursuit le mome égrenage de se smélanco-
lies, de Gaulle est entouré de gens qui lui mettent des
bâtons dans les roues, les Algériens, les pieds-noirs,
l'OAS ; général, gardez-vous à droite, général, gardez-
vous à gauche !
- 22.20 De vive voix
Emission littéraire sur les voyages en solitaire. Ne pas
manquer Jacques Lacarrière et son été grec.
- 23.20 Journal

A 2

- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran
L'Islam
Avec le *Pèlerinage à la Mecque*, film documentaire d'Ab-
dghasem Rezaï, et débat. (Voir ce soir sur l'A 2).
- 23.30 Journal

FR 3

- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
Le Front National
- 20.30 Catlow
Western américain de Sam Wanamaker, 1971.
Nul
- 22.10 Journal

la semaine rouge

TOUS NOS LECTEURS MOBILISES POUR LA SEMAINE ROUGE

Depuis hier et jusqu'au 19 juin, se déroule partout en France la « semaine rouge », semaine de promotion du journal. Des ventes publiques sont organisées, de nouvelles affiches collées. Nous avons, pour cette semaine, augmenté le tirage de plusieurs milliers

d'exemplaires. Non seulement pour que les kiosques soient mieux approvisionnés, mais surtout pour que chaque lecteur puisse se procurer plusieurs exemplaires et les revendre autour de lui. *Lecteurs, nous avons besoin de vous !*



L'appel lancé dans les deux derniers numéros commence à recevoir un écho, mais c'est encore tout à fait insuffisant. Les traites du mois de juin vont tomber, alors pensez aux vacances du journal et à vos propres vacances qui seront gachées si le journal ne peut plus paraître.

Nous avons un trou de 400 000 F et pour le combler nous avons besoin de votre souscription et même de prêts. Avec votre aide immédiate, Rouge peut et doit passer le cap de l'été.

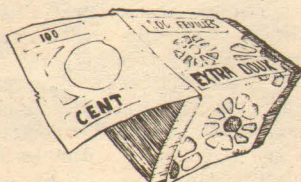
Envoyez vos chèques à
Melle P. Chenot
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

SOUSCRIVEZ !

NOs lecteurs se souviennent que nous avons rassemblé la somme totale de 236 millions d'anciens francs pour mettre en route l'imprimerie, pour engager les permanents nécessaires au quotidien, pour tous les frais de lancement.

Depuis la fin de cette souscription (qui avait été étalée sur huit mois, de juin 75 à février 76), nous avons ouvert une période de collecte ordinaire jour après jour auprès de nos lecteurs. Petites sommes par

petites sommes, nous sommes arrivés à 17 millions anciens, qui se sont ajoutés aux 236 millions dans tous les frais de ces trois derniers mois du journal. Si nous chiffons maintenant le nouvel objectif exceptionnel à 40 millions, c'est bien entendu à partir de maintenant et jusqu'à la fin du mois en plus de ces 17 millions. En ajoutant, jour après jour, les chiffres en colonnes, nous devrions atteindre 57 millions anciens.



ANCIEN TOTAL	174 749,10	Gilbert Maurepas	140:00
ACC Paris	100:00	GG Nantes	50:00
LQ Syndicaliste CFDT	100:00	Groupes élèves CET F.Leger Argenteuil	50:00
Un pion Lyon	200:00	CR Maison-Alfort	200:00
Enseignant Lyon	100:00	Diffuseurs Brest	170:00
Caisse Epargne Lyon	180:00	Préposé PTT	200:00
Crédit Lyonnais Lyon	50:00	GS Verson	90:00
Annie militante LCR Lyon	100:00	BA Velisy	25:00
Diffuseurs le Mans	130:00	Artiste	700:00
MJM Paris 13	100:00	Un ipésien Jussieu	1 000:00
PT Gardanne	200:00	NOUVEAU TOTAL	179 014,10
Anciens militants OCI Clermont	380:00		

ABONNEMENTS D'ETE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N°

VILLE

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du Au

TARIFS 15 jours 1 mois 2 mois

FRANCE 20 F 40 F 60 F

ETRANGER 33 F 65 F 100 F

AVION : écrire au journal



Interview d'un dirigeant du Front populaire de libération du Balouchistan

LE BALOUCHISTAN INSURGÉ

Jusqu'à présent la lutte du peuple baloutche s'est développée dans des conditions très difficiles, sans bénéficier d'aucun soutien extérieur. Aujourd'hui les premiers contacts sont pris avec des éléments de la gauche révolutionnaire au Pakistan, posant les jalons d'une lutte commune contre le régime de Bhutto.

De même aucun Etat ouvrier n'appuie l'insurrection baloutche. La Chine a toujours soutenu la politique de l'état pakistanais. Cela lui a valu de défendre la politique de génocide au Bengladesh et aujourd'hui de se faire la complice de la

La guerre qui se développe au Balouchistan est un facteur considérable de crise pour l'Etat pakistanais qui doit déjà faire face à une situation économique difficile. Dans les villes, l'inflation pousse les travailleurs à engager la lutte contre le régime. De plus, la lutte du peuple baloutche est un exemple pour l'ensemble des minorités opprimées. Le BPLF est décidé à porter la lutte armée dans les centres urbains, il a déjà réalisé les premières actions dans ce sens.

répression menée contre les populations baloutches. Défendant la thèse réactionnaire selon laquelle la guérilla du Balouchistan serait manipulée par « le social-impérialisme » soviétique. La Chine compte parmi les alliés privilégiés de l'Etat fasciste pakistanais.

L'Union Soviétique n'a pris position officiellement jusqu'à ce jour. Dans certaines revues spécialisées, elle a reconnu le fait national baloutche mais elle n'hésite pas à fournir une aide substantielle au régime pakistanais.

Après la guerre de libération du peuple Bengali, la lutte du peuple baloutche, au contact de la guerre d'Oman, est un facteur de crise et de déséquilibre pour toute la région, remettant en cause la domination impérialiste comme la politique contre-révolutionnaire suivie par les Etats soviétique et chinois.

C'est la raison pour laquelle tous les militants révolutionnaires, tous les anti-impérialistes doivent soutenir le combat du peuple baloutche.

Frédéric Carlier



Sous quelle forme la répression s'est-elle manifestée au Balouchistan ?

Dans ces montagnes vivaient deux sections de la tribu Marri : les Badani et Sherani. Dès que l'attaque prit forme, le BPLF, avec l'aide de milices, organisa l'évacuation de la population de la zone tout en freinant l'avance des divisions pakistanaises. Ceux qui ne réussirent pas à s'enfuir furent massacrés par les soldats ou au cours des bombardements. Après l'évacuation de la population, le BPLF commença la contre-attaque. De janvier à avril nous avons mené dix batailles centrales contre les forces pakistanaises. Au cours de l'attaque d'un convoi de la compagnie pétrolière, protégé par les soldats de Butto, nous avons tué 75 soldats et trois techniciens américains. L'Aramco décida alors que la zone, malgré les trois divisions de l'armée n'était pas suffisamment sûre et renonça à l'exploitation.

A la saison chaude, l'armée s'est retirée ; elle n'avait plus aucun intérêt à se maintenir dans la région qu'elle avait transformée en désert. Pour nous, c'est une victoire même si le déplacement de la population nous pose des problèmes. En trois ans, nous avons mis hors de combat plus de 6500 soldats pakistanais. De notre côté, 500 combattants du BPLF et 1500 femmes et enfants trouvèrent la mort dans les engagements et les bombardements.

2) Peux-tu nous parler des camps de « regroupement » ?

L'armée pakistanaise a regroupé plus de 50 000 personnes dans ces camps. Non seulement cela permet d'isoler cette population des activités de la guérilla mais ces camps servent aussi pour le gouvernement, à stopper le nomadisme. Ces camps sont situés dans la zone Marri à Mawand, Kahan, Kohlm ; dans la zone Jhalawan à Wad, Shaheed camp, Bara Lak, Bela et Khuzdar.

Tout le monde est fiché, photographié et reçoit une carte d'identité de l'armée. Tous les mouvements de ces « résidents » sont contrôlés. S'ils sortent des limites fixées, l'armée tire à vue. De plus l'armée se sert de cette population en la forçant à travailler à la construction de routes stratégiques. Pour obliger la population à rejoindre les camps, l'armée empoisonne les rares puits d'eau potable.

En plus de ces camps de regroupement, il existe un camp spécial pour les prisonniers politiques. Quatre mille personnes y ont été internées. 50 en

« Nous pensons que le prochain centre de conflit en Asie, après le Vietnam et le Cambodge, sera la province pakistanaise du Balouchistan... Nous considérons le Balouchistan et Oman comme deux maillons faibles de la chaîne impérialiste dans cette partie du monde »



sont sortis lors de la « grande amnistie » décrétée par Butto. Tous les prisonniers étaient déformés, les mains cassées pour ne plus pouvoir tenir une arme.

Depuis cette époque, plus un seul prisonnier n'est sorti de ces camps. Dès que l'on y arrive, on est interrogé puis torturé sauvagement. Ils brûlent les ongles des détenus, leur arrachent par touffes la barbe et les cheveux, ce qui est une humiliation considérable pour les balouches pour qui, traditionnellement barbe et chevelure sont signes d'honneur et de dignité. Après avoir été torturés, les prisonniers sont tués.

Les femmes internées sont systématiquement violées puis tuées ensuite. Dans la zone Marri, 150 femmes capturées ont été violées d'abord par les officiers puis par l'ensemble des soldats ayant participé à l'opération. Elles ont été ensuite éventrées par les mêmes soldats.

3) Quel est le rôle de l'impérialisme dans la région et comment se manifeste-t-il ?

La politique de l'impérialisme dans la région se manifeste surtout par le renforcement des liens entre les pays membres du Pacte du CENTO et leurs puissances tutrices, principalement les USA. La menace de voir s'étendre

dans le sous-continent indien ainsi qu'en Arabie des mouvements pouvant nuire aux intérêts de ces pays forcent ces puissances à intervenir dès que cela est nécessaire. Ainsi en est-il de l'intervention iranienne en Oman et de l'aide militaire et économique qu'apporte le Shah au Pakistan. En ce qui concerne plus directement le Balouchistan, les énormes réserves de pétrole qui y ont été décelées depuis peu, ainsi que les conditions exceptionnelles accordées aux multinationales par Butto ne peuvent que renforcer les impérialistes dans leur désir de détruire la guérilla baloutche. Grâce aux liens privilégiés établis entre Paris et Islamabad, la France a d'ores et déjà fait du Pakistan sa base avancée dans la région. Elle est devenue un des plus importants partenaires économiques du Pakistan et son principal fournisseur d'armes.

Elle a déjà fourni trois sous-marins, dont l'équipage fut entraîné en France, du type Daphné à la marine pakistanaise. Trois autres sous-marins sont commandés.

La France participe aussi activement à l'équipement de l'aviation. Elle dispose du monopole de la vente des hélicoptères. Trente Alouettes ont été vendues et des Pumas sont assemblés au Pakistan même, dont l'hélicoptère personnel de Butto. Quarante-neuf Mirages V et un escadron de Mirages

III de reconnaissance ont été fournis à l'aviation pakistanaise. Les équipages ont, eux aussi, été entraînés en France, ce qui permet ensuite au Pakistan d'entraîner les pilotes des émirats, du Koweït et d'Arabie Saoudite, équipés aussi par Dassault, et d'assurer dans les différents Etats arabes la sous-traitance du matériel français.

Enfin, des mortiers, utilisés comme l'aviation contre la guérilla, sont fabriqués sous licence française à l'usine « Wah Ordnance Factory » près d'Islamabad.

En retour de tous ces services, la France utilise aujourd'hui le Pakistan comme base logistique de l'ensemble de ses forces au moyen-Orient.

4) Pouvez-vous décrire les réalisations dans les régions libérées ?

Excusez-moi si je ne peux peindre l'image idéale de zone rouges libérées telles que nous voudrions qu'elles soient. Nos régions libérées sont la terre traditionnelle de nombreuses tribus. Notre organisation sociale est très complexe et originale, aussi nous devons appliquer une politique spécifique pour chaque tribu. L'unité de base de la tribu est la famille, suivie du sous-clan, du clan, de la sous-section, de la section, menant finalement à l'unité de la tribu. Dans la majorité des tribus, le chef est élu et révocable. Ainsi la tradition démocratique est-elle

profondément ancrée dans les structures sociales elles-mêmes.

Sur le plan économique, l'activité essentielle réside dans une combinaison de nomadisme et d'agriculture de subsistance. Chez les Marri et les Mangal, les terres de pâture et les terres cultivées sont propriétés collectives. La combinaison de traditions démocratiques au niveau politique et d'appropriation collective au niveau économique ont facilité le développement à un haut niveau de conscience politique et sociale. Ce qui explique la prédominance du pôle marxiste dans le mouvement de libération et dans l'organisation tribale, ainsi que sur les traditions de résistance armée du peuple baloutche.

Dans certaines tribus, la terre appartient à de grands propriétaires fonciers qui ont traditionnellement été le support du colonialisme anglais d'abord, de l'Etat pakistanais aujourd'hui. Cette classe s'est toujours opposée à la lutte de libération nationale du peuple baloutche et collabore activement avec l'armée pakistanaise. La politique du BPLF est de confisquer les terres et les troupeaux de ces propriétaires. La terre confisquée est remise aux paysans qui la cultivent collectivement.

5) Quelle solidarité attendez-vous ?

La solidarité consiste d'abord pour nous à briser le mur du silence qui entoure la lutte de notre peuple. Plus de 50 000 prisonniers, nomades ou paysans, sont aujourd'hui parqués dans des camps de concentration. 4 000 prisonniers politiques sont soumis à l'arbitraire le plus total, enfin, les principaux dirigeants du National Awami Party et les leaders nationalistes baloutches, inculpés de haute trahison, risquent la peine de mort ; il faut exiger leur libération immédiate, ce doit être la tâche de tous les progressistes et anti-impérialistes en Europe.

Khan Abdul Wali Khan, président du N.A.P. et leader de l'opposition à l'Assemblée nationale

Arbab Sikander, ancien ministre du N.A.P.

Gardezi, secrétaire général du N.A.P. Birlo, président du N.A.P. de la province Pachtou

Habib Jalib, poète du N.A.P. au Penjab Hashim Ghilzai, leader de l'opposition au sénat

Leaders baloutches emprisonnés

**Attaullah Khan Mengal
Khair Bkash Mengal
Khair Baksh Marri
Ghous Bux Bizenjo
Sher Mohammed Marri
Gul Khan Nazir**

• Cento Organisation du traité des Etats du centre regroupant Turquie, Iran, Pakistan, G-B, USA

Balouchistan
brochure réalisée par le
Comité de soutien au peuple
baloutche écrire au CEDETIM
94 rue Notre Dame des
Champs Paris VI^e